

Jeune et entrepreneur, c'est possible ?
L'éthique bancaire toujours en question
La Chine peut-elle éviter le marasme ?
Mesurer les échanges en valeur ajoutée
Redéfinir l'aide au développement

Politiques de la jeunesse

Pas de temps à perdre





The world's biggest Turkish bank

When it comes to finding the right banking partner for your business
in Turkey, you don't have to look far.

Just come to the biggest, most widely connected and
secure source of expertise: İřbank.

isbank.com.tr

POINTS DE VUE

- 2 **Relocalisons les bénéfiques ! ; Il faut compter avec la classe moyenne ; Perspectives hommes-femmes ; Des compétences pour la planète**

ÉDITORIAL

- 3 **Agir pour les jeunes**
Angel Gurría

EN BREF

- 4-5 **Un problème fiscal mondial... Dans un contexte de reprise hésitante ; Verbatim ; Économie ; Pays en bref ; Recul de l'aide ; Conseils régionaux ; Best of**

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

- 7 **L'humain avant tout**
Espen Barth Eide, Ministre des Affaires Étrangères, Norvège
- 9 **Jeune et entrepreneur, c'est possible ?**
- 10 **Une nouvelle vision des échanges**
Lord Green of Hurstpierpoint, Ministre d'État au Commerce et à l'Investissement, Royaume-Uni
- 12 **L'économie chinoise peut-elle échapper au marasme ?**
Ken Davies, Président de Growing Capacity, Inc.
- 14 **Banque, éthique et principes de bonne gestion**
Gert Wehinger
- 16 **Une économie du courage**
Robert A. Johnson, Directeur Exécutif, Institut pour la nouvelle pensée économique

TRANSPORTS

- 18 **Le potentiel des transports**
Entretien avec José Viegas, Secrétaire Général du Forum international des transports

DÉVELOPPEMENT

- 22 **Redéfinir l'aide publique au développement**
Jon Lomoy

ENVIRONNEMENT

- 25 **Interdiction européenne des rejets de poisson. Quel est l'appât ?**
Carl-Christian Schmidt

SANTÉ

- 26 **Des essais cliniques pour de meilleures politiques de la santé**
Susan B. Shurin, Docteur en médecine, Directrice adjointe du National Heart, Lung and Blood Institute (NHLBI), États-Unis

ÉDUCATION

- 29 **Leçons aux éducateurs**
Andreas Schleicher

BLOG

- 32 **Babel, la vie ?**
- 33 **Naître fille : mauvais karma**

OCDE.ORG

- 34 **Dire la vérité au pouvoir : réflexions sur l'avenir de l'OCDE**
Ron Gass
- 36 **Shimon Peres ; Le modèle islandais ; Vidéo : succès et réforme dans l'éducation**
- 37 **Discours récents d' Angel Gurría ; Nouveaux ambassadeurs**
- 38 **Programme des conférences**
Frankie.org

LIVRES

- 39 **Chômage des jeunes : la leçon espagnole**
Comment allez-vous, vraiment ?
- 40-43 **Nouvelles publications**
- 44 **Meilleures ventes**
- 45 **La gouvernance en ligne en Égypte**
BON DE COMMANDE

BANQUES DE DONNÉES

- 45 **Les PME à la peine ; Patient mais pas trop**
- 46 **Principaux indicateurs**
- 48 **Écart de pauvreté**



Le ministre Lord Green à propos des ÉVA Page 10



L'éthique bancaire s'est-elle améliorée ? Page 14



Pourquoi la santé a besoin des essais cliniques Page 26



Le Président Shimon Peres à l'OCDE Page 36

Points de vue



Votre avis nous intéresse.

Écrivez-nous sur
observer@oecd.org
ou commentez nos articles sur
www.observateurocde.org et
www.oecdinsights.org

Relocalisons les bénéfices !

Les moyens utilisés sont pourtant simples et il n'est pas nécessaire de sortir de Saint-Cyr pour comprendre ce que l'on qualifie pudiquement de politique dite des prix de transfert (voir « Prix de transfert : un défi pour les pays en développement », n° 276-277, décembre 2009-2010).

Un système qui consiste simplement à localiser les bénéfices dans des pays dits à fiscalité privilégiée, et ce en utilisant une cascade de contrats de toute nature : contrats d'approvisionnement, de prestations de services, contrats de licence d'exploitation, etc.

Néanmoins, la doctrine, ainsi que la jurisprudence fiscale, permettent de démonter et de vider de leur substance ces contrats fictifs et autres manipulations sur les prix, le tout sur les fondements de l'acte anormal de gestion et/ou de l'abus de droit.

Quant aux quelques groupes qui s'ingénient à complexifier leur business en utilisant des myriades de filiales et de comparables, il suffit, là encore, d'un peu de bon sens pour établir que ce sont bien souvent des manœuvres frauduleuses, qui ne visent qu'à contourner les réglementations.

À cet égard, il convient de relever que dès 2007, la République populaire de Chine a mis en place un dispositif en matière d'évasion fiscale opérationnel et fiable, lesdits contrôles étant systématiquement diligentés à l'encontre de toutes les filiales étrangères opérant sur leur territoire, dès lors qu'elles enregistrent un volume d'affaires conséquent.

À mon humble niveau, tour à tour en ma qualité d'auditeur puis d'avocat, j'ai eu parfois à refuser de valider ce type de montage lorsqu'il ne correspondait pas à la réalité. J'ai donc refusé de signer des lettres de validation, ce qui m'a valu de perdre bon nombre de clients.

Toutefois, je ne regrette rien lorsque je pense

à ces innombrables familles à qui l'on pille sans sourciller ce qui constitue bien souvent leurs seules ressources naturelles, leur enlevant par là même toute dignité... quand ce n'est pas leur vie !

François Mecheri

Il faut compter avec la classe moyenne

Historiquement, la démocratie a toujours été de pair avec la classe moyenne ; elle a toujours été exercée par la classe moyenne et n'a probablement jamais existé en l'absence d'une classe moyenne (« Une classe moyenne émergente », *L'Annuel de l'OCDE 2012*).

La question a été étudiée par la théorie de l'anaclyose, qui remplace la classe moyenne dans un contexte historique de longue durée (3 000 ans). Le terme « classe moyenne » n'a pas de définition précise, mais renvoie à la portion de la population qui n'appartient pas à l'aristocratie/oligarchie dirigeante, mais est suffisamment riche pour avoir une influence, par sa contribution aux finances publiques ou à l'armée, et suffisamment nombreuse pour pouvoir mobiliser une force collective organisée, afin de conditionner sa contribution à l'État à sa participation au gouvernement de la cité.

Dès lors qu'une catégorie de la population a le sentiment d'être indispensable, elle va chercher à obtenir davantage, et elle y parviendra (si toutefois elle est réellement indispensable). Quand une économie se forme, la classe moyenne est indispensable. Alors à votre question : ces classes moyennes seront-elles des agents du changement ?, je répondrai : il y a toutes les chances !

Tim, publié sur www.observateurocde.org

Perspectives hommes-femmes

Selon la fameuse affirmation du Prix Nobel Gary Becker, « la mère au foyer qui élève ses enfants apporte une plus grande contribution à l'économie que le père qui travaille à l'extérieur » (1998 Conférence de l'ONU sur la famille).

Malgré... la recommandation de créer des « comptes satellites des ménages » intégrant une évaluation du travail non rémunéré dans le PIB afin d'obtenir un meilleur indicateur du développement et du bien-être, les soins à la personne apportés à titre gracieux échappent encore à la plupart des statistiques.

Il est encourageant de voir que lors du Panel de haut niveau tenu le 21 mars dans le cadre de la Commission sur le statut des femmes, de nombreux pays ont formulé le souhait et la recommandation que les soins non rémunérés soient pris en compte dans les statistiques nationales, à savoir le PIB, afin de souligner leur importance et leur valeur pour la société tout entière.

Une manière d'accélérer le mouvement serait d'intégrer le travail non rémunéré dans l'agenda d'après 2015 : la création d'un indicateur du travail non rémunéré permettrait non seulement de souligner sa valeur économique, mais aussi de mettre en évidence son inégale répartition entre hommes et femmes, et contraindrait les États à agir.

Délégation de Make Mothers Matter International (MMM) à l'ONU, publié sur Wikigender

Des compétences pour la planète

Aux États-Unis, nous commençons lentement à comprendre que les compétences nécessaires au 21^e siècle requièrent une éducation qui développe la créativité et l'innovation. Certaines sociétés payent des individus pour résoudre des problèmes. En s'inscrivant en ligne, un individu peut devenir agent du changement au service de n'importe quelle société dans le monde qui a un problème à résoudre. Certaines entreprises ne se limitent plus à la créativité et à l'innovation de leurs salariés ; elles vont chercher à l'extérieur et à l'étranger cette étincelle qui peut leur montrer des solutions aux problèmes sur lesquels butent leurs propres équipes. Et elles sont prêtes à payer cher pour cela.

"knowledge is power" publié sur oecdeducationtoday.blogspot.fr

Les commentaires et courriers peuvent être reformulés pour les besoins de la publication. Écrivez-nous sur observer@oecd.org ou sur ces portails : www.observateurocde.org, www.oecdinsights.org, ou sur les autres portails mentionnés sur cette page.

Agir pour les jeunes



Les politiques en faveur des jeunes sont déterminantes pour bâtir une société plus forte, plus juste et plus saine après la crise

Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE

Dans le monde entier, la crise continue de faire sentir ses effets, particulièrement visibles sur les marchés du travail en déclin de nombreux pays. Les jeunes ont été très durement touchés et risquent d'être durablement marqués par le chômage, voire l'exclusion. Pour eux, le chômage est souvent synonyme de difficultés matérielles, de perspectives moroses et de retard dans les étapes clés du passage à l'âge adulte, comme le départ du domicile parental ou la fondation d'une famille. Or, ces étapes sont essentielles à la santé et au bien-être.

À eux seuls, les chiffres du chômage devraient inciter les pouvoirs publics à agir. Depuis 2008, le chômage des jeunes a considérablement augmenté, pour dépasser 16 % dans la zone OCDE. Dans certains pays comme l'Espagne et la Grèce, il touche plus de 50 % des jeunes, hommes ou femmes. La proportion de jeunes déscolarisés et inactifs a également explosé, et seules l'Allemagne, la Norvège et la République tchèque échappent à cette tendance. Le chômage a progressé chez les 25-34 ans, particulièrement chez ceux qui n'ont pas achevé leurs études secondaires.

Six ans, c'est fort long pour un jeune. Ceux qui ont 18 ans aujourd'hui étaient encore enfants lorsque Lehman Brothers a fait faillite en 2008, et ceux qui avaient alors 18 ans sont devenus les jeunes travailleurs ou demandeurs d'emploi d'aujourd'hui.

Quel avenir construisons-nous pour les jeunes et pour nous-mêmes ? Du fait de la crise, les jeunes non qualifiés seront confrontés à des salaires plus bas et à des perspectives de carrière limitées, avec à la clé un accroissement des inégalités, de l'exclusion et de la fracture sociale. Cette génération risque d'être « sacrifiée » et de faire peser une charge supplémentaire sur nos sociétés vieillissantes. Mais il est encore temps d'inverser la tendance, en adoptant sans délai des mesures pour développer les compétences des jeunes et leur offrir un meilleur départ dans la vie.

Même en période de prospérité, il est plus que justifié de mener des politiques de la jeunesse ambitieuses. À l'aise avec les technologies numériques, il leur est naturel de travailler avec les outils informatiques. Il devrait donc être d'autant plus facile de les préparer à une économie où le capital intellectuel et les chaînes de valeur mondiales jouent un rôle clé. Comme l'indique l'étude PISA de l'OCDE, les compétences les plus faciles à enseigner sont aussi celles qui sont les plus faciles à numériser. Les politiques de l'éducation et de l'emploi sont essentielles pour exploiter ce nouveau potentiel.

La mobilité internationale devient de plus en plus la norme pour des millions de travailleurs et d'étudiants, pour lesquels le monde est à la fois un lieu d'apprentissage et un marché du travail. Les politiques en ce sens permettront aux pays de mieux exploiter les talents à l'échelon national et international, et de gravir les chaînes de valeur mondiales.

Les politiques en faveur des jeunes sont déterminantes pour bâtir une société plus forte, plus juste et plus saine après la crise. Les jeunes sont conscients de la nécessité de lutter contre le changement climatique, la corruption ou les inégalités. Mais la crise et sa gestion trop souvent erronée ont sapé la confiance et cultivé le scepticisme et l'indifférence au lieu de la solidarité dont nous avons besoin. Les questionnaires de l'indicateur du vivre mieux de l'OCDE, auxquels ont répondu des citoyens du monde entier (voir www.oecdbetterlifeindex.org/fr), montrent bien que l'engagement civique est une dimension du bien-être considérée comme secondaire.

Nous devons investir davantage dans le ciment de nos sociétés : la confiance, la solidarité et l'égalité des chances ! En premier lieu, les décideurs doivent veiller à ce que les jeunes prennent un bon départ dans la vie. Pour les y aider, l'OCDE élabore un Plan d'action pour les jeunes, qui sera présenté lors de la Réunion du Conseil au niveau des ministres de mai 2013.

Le Plan d'action de l'OCDE associera des mesures pour stimuler la croissance inclusive et l'emploi à court terme à des initiatives à moyen terme en faveur de l'éducation, de la formation et du droit du travail, dans le but de favoriser l'employabilité et de générer des emplois formels décents. L'action menée sur le marché du travail (garantie de revenu adaptée en période de chômage, services d'orientation et de formation professionnelles, incitations à la recherche active d'emploi) sera déterminante.

L'apprentissage, les stages et l'accès à l'entrepreneuriat seront au cœur de cette action, ainsi que la réduction des coûts et des obstacles réglementaires à l'emploi des jeunes, quelles que soient leurs compétences. La coopération entre employeurs et travailleurs sera encouragée.

Le Plan préconise des systèmes de formation professionnelle plus réactifs, capables de préparer les jeunes à la vie active tout en renforçant leur confiance en eux. Une attention particulière doit être accordée aux groupes vulnérables, comme les jeunes déscolarisés et inactifs et les immigrés, ainsi qu'aux élèves issus de milieux défavorisés, qui doivent recevoir une éducation préscolaire de meilleure qualité et améliorer leurs perspectives d'avenir.

L'OCDE a constitué une vaste base de connaissances sur les politiques en faveur des jeunes, notamment sur les questions d'éducation, de formation, d'entrée dans la vie active ou d'entrepreneuriat, qui seront mises à profit par le Plan d'action et actualisées.

Nous devons aider les pouvoirs publics à lutter contre le fléau du chômage et de l'exclusion des jeunes, mais aussi à s'engager auprès des jeunes pour cultiver leur potentiel et leur offrir les opportunités motivantes auxquelles ils aspirent. Il est grand temps d'investir pour les jeunes et d'élargir enfin leurs horizons.

www.observeurocde.org/angelguria
www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral

En bref



Un problème fiscal mondial...

Selon un nouveau rapport, la pratique fiscale mondiale des entreprises multinationales qui utilisent des stratégies leur permettant de payer 5 % ou moins d'impôts sur les sociétés, alors que les petites entreprises en paient jusqu'à 30 %, est injuste et doit être abordée. Cette pratique prive les États de recettes légitimes et fait peser une charge fiscale accrue sur les autres contribuables.

« Bien que techniquement licites, ces stratégies sapent la base d'imposition de nombreux pays et menacent la stabilité du système fiscal international », a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría lors du lancement du rapport, soulignant qu'il « représente une étape importante afin d'assurer l'équité des règles fiscales internationales ».

L'étude de l'OCDE mandatée par le G20 – *Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices* – observe que de nombreuses règles protégeant les entreprises multinationales contre la double imposition leur permettent souvent de facto de ne payer aucun impôt. Les règles existantes ne reflètent pas le phénomène d'intégration économique mondiale ni la valeur de la propriété intellectuelle, ni les situations financières difficiles que traversent aujourd'hui les États.

Par ailleurs, de nouvelles données montrent que le poids moyen de la fiscalité et des charges sociales sur les revenus de l'emploi s'est alourdi de 0,1 point de pourcentage, à 35,6 % dans la zone OCDE en 2012, ce qui vient s'ajouter aux hausses enregistrées depuis 2010. Il s'est alourdi dans 19 pays membres, a diminué dans 14 et est resté inchangé dans un pays.

www.oecd.org/fr/fiscalite

...dans un contexte de reprise hésitante

L'activité économique mondiale se redresse, mais la crise persistante dans la zone euro retarde une reprise plus solide, a déclaré l'OCDE en mars. Le Chef économiste Pier Carlo Padoan a indiqué que le taux de croissance des économies du G7 devrait atteindre 2,4 % au premier trimestre 2013, et 1,8 % au deuxième trimestre. Il a également noté que les marchés financiers anticipaient sur l'activité réelle, qui était freinée par le manque de confiance.

« L'économie mondiale s'est affaiblie fin 2012, mais les perspectives s'améliorent maintenant », a estimé M. Padoan. « Des initiatives politiques audacieuses des pouvoirs publics demeurent nécessaires pour assurer une reprise plus durable, en particulier dans la zone euro, où la croissance est inégale et plus lente que dans d'autres régions. »

La situation de l'emploi est particulièrement préoccupante et il est d'autant plus urgent d'engager des réformes à cet égard, a estimé M. Padoan.

Les prochaines *Perspectives économiques de l'OCDE* (n° 93) seront publiées le 29 mai.

www.oecd.org/fr/economie/perspectives

Économie

Les **indicateurs avancés** publiés début avril indiquent une reprise aux États-Unis, au Japon et en Allemagne, et signalent des perspectives positives pour la Chine, mais un affaiblissement pour la France et pour l'Inde. Les indicateurs composites avancés de l'OCDE reposent sur des éléments comme les carnets de commandes, les permis de construire et les taux d'intérêt à long terme. Ils aident à anticiper les points d'inflexion de l'activité économique.

Par ailleurs, le **produit intérieur brut** (PIB) trimestriel de la zone OCDE a diminué de 0,1 % en termes réels au quatrième trimestre 2012, contre une croissance de 0,3 % au troisième trimestre. Le déstockage a pesé de 0,3 point de pourcentage sur la croissance. Et la contraction de la consommation des administrations publiques a réduit la croissance du PIB de 0,1 point de pourcentage supplémentaire. Ces effets n'ont été

Verbatim

Diplômes sans issue

« Il n'y a rien de pire qu'une formation qui ne débouche sur rien. »

François Hollande, critiquant certains stages dans *Le Monde*, 6 mars 2013

Croissance en berne

« Les pays à hauts revenus restent bloqués dans une dépression contenue. »

Martin Wolf, *Financial Times*, 30 janvier 2013

Villageois globaux

« L'UE est la seule à ne pas se défendre de la concurrence déloyale. Nous sommes devenus les idiots du village global. »

Arnaud Montebourg lors d'un discours à Bruxelles, 10 décembre 2012

Non migration asiatique

« En dépit du boom des migrations de l'Asie vers les pays anglo-saxons, le Moyen-Orient demeure la principale destination des émigrants asiatiques. Et le taux d'émigration de la région est toujours très bas, à 0,6 %. »

John West, cité sur le site Internet Asian Century, février 2013

que partiellement compensés par les contributions de la consommation privée, de l'investissement fixe et des exportations nettes.

L'**inflation** dans la zone OCDE a progressé de 1,8 % durant l'année précédant février 2013, contre 1,7 % de janvier 2012 à janvier 2013. Cette légère progression masque des mouvements divergents des prix de l'énergie et des prix alimentaires. L'inflation des prix de l'énergie s'est accélérée, à 3,4 % en février contre 1,8 % en janvier, tandis que l'inflation des prix alimentaires a ralenti, tombant à 1,8 % en février contre 2,1 % en janvier. Hors alimentation et énergie, le taux annuel d'inflation dans la zone OCDE restait globalement stable, à 1,6 % en février.

Le **commerce de marchandises** a enregistré une croissance modérée dans les grandes économies au quatrième trimestre 2012. Par rapport au troisième trimestre, les exportations et les importations de marchandises des

Pays en bref

La **Colombie** est devenue le 40^e État Partie à la Convention anti-corruption de l'OCDE en janvier 2013. Le pays fera désormais l'objet d'examens systématiques de la mise en œuvre de sa législation anti-corruption. Les 34 pays membres de l'OCDE ainsi que l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil la Bulgarie et la Russie, adhèrent déjà à cette Convention.

Le **Costa Rica** a déposé son instrument de ratification de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, un accord multilatéral très complet élaboré en collaboration avec le Conseil de l'Europe pour promouvoir la coopération fiscale et l'échange de renseignements. Le G20 y encourage l'adhésion.

Par ailleurs, l'OCDE a encouragé la **République tchèque** à redoubler d'efforts pour sensibiliser les entreprises à la lutte internationale contre la corruption, le pays étant Partie à la Convention, et elle a engagé le Danemark à avoir une politique d'investigation plus active et à améliorer le respect de ses lois anti-corruption.

La **France** est parvenue à éviter les conséquences les plus graves de la crise économique mondiale et des troubles dans la zone euro, mais elle doit prendre des mesures pour stimuler la compétitivité et la création

pays du G7 et des BRICS ont progressé respectivement de 1,2 % et 1 % en valeur, avec de fortes amplitudes selon les pays.

Le **taux de chômage** dans la zone OCDE est passé à 8 % en février 2013, soit une très légère détente par rapport aux 8,1 % de janvier. Aux États-Unis, ce taux a diminué de 0,2 point de pourcentage, à 7,7%. Au Japon, il a augmenté de 0,1 point de pourcentage, atteignant 4,3 %. Le taux de chômage a atteint un nouveau sommet dans plusieurs pays européens, notamment en France (10,8 %) et en Espagne (26,3 %).

Dans le même temps, le **taux d'emploi** dans la zone OCDE a gagné un point par rapport à l'année précédente, à 65,1 %. Il s'est accru de 0,5 point de pourcentage aux États-Unis, à 67,3 % de la population d'âge actif, et de 0,3 point de pourcentage au Japon, à 70,9 %. Dans la zone euro, il s'est contracté de 0,5 point de



OCDE/Andrew Wheeler

Ruth Sella Correa, ministre de la Justice de Colombie, à la cérémonie d'adhésion à la Convention anti-corruption de l'OCDE

d'emploi, selon la récente *Étude économique de l'OCDE* consacrée à la France. Selon cette étude, les difficultés des jeunes requièrent de multiples mesures.

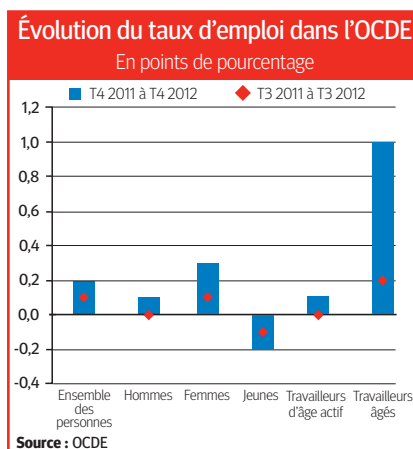
La **Norvège** devrait repenser son approche de la santé mentale au travail pour aider un plus grand nombre de personnes à trouver ou garder un emploi, et réduire des dépenses publiques élevées (en augmentation), selon le rapport *Mental Health and Work: Norway*. À 18 milliards de dollars par an, les dépenses maladie et invalidité en Norvège sont les plus élevées de la zone OCDE. Elles représentent près de 6 % du PIB annuel du pays.

C'est beaucoup plus qu'en **Suède** voisine, où les dépenses de santé mentale représentent 2,8 % du PIB. Dans le rapport *Mental Health and Work: Sweden*, l'OCDE estime que le gouvernement suédois devrait intensifier ses efforts pour traiter les problèmes de santé mentale chez les moins de 30 ans.

www.oecd.org/fr/presse

pourcentage, s'établissant à 63,6 %. **L'emploi des jeunes** a reculé dans toute la zone OCDE.

www.oecd.org/statistiques



Recul de l'aide

L'aide des pays de l'OCDE aux pays en développement a reculé de 4 % en termes réels en 2012, après avoir baissé de 2 % en 2011. La persistance de la crise financière et les troubles de la zone euro ont amené plusieurs gouvernements à restreindre leurs budgets, impactant directement l'aide au développement.

En 2012, les apports nets d'aide publique au développement (APD) versés par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE se sont élevés à 125,6 milliards de dollars, représentant 0,29 % de leur revenu national brut (RNB) cumulé, soit une baisse de 4 % en termes réels par rapport à 2011.

Depuis 2010, où elle a atteint son maximum, l'APD a reculé de 6 % en termes réels. Exceptée l'année 2007, qui a vu la fin des opérations exceptionnelles d'allègement de la dette, la baisse de 2012 est la plus forte depuis 1997. C'est aussi la première fois depuis 1996-97 que l'aide diminue pendant deux années consécutives.

Voir www.oecd.org/developpement.

Lire l'article de Jon Lomoy, page 22.

Conseils régionaux

Les centres urbains dynamiques sont des moteurs de la croissance nationale, mais un rapport de l'OCDE, *Promoting Growth in All Regions*, montre que d'autres régions peuvent également connaître une croissance plus verte et plus inclusive.

À l'aide d'études de cas comparant les politiques des régions prospères et des régions en retard, le rapport émet des recommandations à l'intention des autorités régionales pour promouvoir l'investissement et améliorer les niveaux de vie.

www.oecd.org/fr/gov/politique-regionale

Best of

La discrimination apparaît comme un obstacle important au plein emploi : alors que les travailleurs non blancs ne représentaient que 11 % de la main-d'œuvre, en 1962, leur part dans le chômage était deux fois plus importante. Les jeunes sont particulièrement durement touchés : le taux de chômage des jeunes de moins de vingt ans non blancs était de 21 % chez les garçons et 28 % chez les filles, en 1962.

Extrait de « Vers une solution des problèmes de main-d'œuvre aux USA », n° 9, avril 1964

OCDE
L'Observateur

Améliorer la Qualité de Vie des femmes et des hommes est notre raison d'être



© Sodexo 2013 - Crédits photo : Médiathèque Sodexo

Leader mondial des Services de Qualité de Vie qui contribuent au bien-être des personnes et à la performance des entreprises, Sodexo déploie chaque jour une offre unique de services allant de l'accueil à la sécurité, de la maintenance technique à la restauration, des cartes cadeaux aux services de conciergerie.

Aujourd'hui, Sodexo travaille en partenariat avec l'OCDE pour promouvoir la Qualité de Vie comme facteur de développement et de progrès de la société.

www.sodexo.com


SERVICES DE QUALITÉ DE VIE

L'humain avant tout

Espen Barth Eide, Ministre des Affaires étrangères, Norvège*



Heureusement, tout n'est pas si sombre. L'objectif du millénaire pour le développement visant une réduction de moitié de l'extrême pauvreté a été atteint cinq ans plus tôt que prévu. Dans toutes les régions en développement, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a baissé.

Le monde est plus interconnecté que jamais, tant en termes de processus de production, de stabilité économique et de sécurité alimentaire et climatique, que de santé et de sécurité politique. Il faut s'en féliciter.

Dans de nombreuses parties du monde, la croissance s'accompagne d'une plus grande

Une plus grande égalité contribue à l'efficacité économique

richesse, d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, et d'une pauvreté en baisse. À terme, cela permettra à « l'ancien monde » de se remettre plus vite et plus facilement de la crise. L'espoir est en outre permis pour ceux qui ne sont pas encore sortis de la pauvreté, et les tensions entre les puissances mondiales devraient s'apaiser.

Si elle est maîtrisée, la mondialisation est un moteur important de croissance inclusive. Lorsqu'elle est partagée par le plus grand nombre, la croissance économique améliore le niveau de vie tout en atténuant les tensions dans nos sociétés.

Les travaux de l'OCDE montrent que les inégalités se creusent dans la plupart des pays développés, ainsi que dans de nombreux pays en forte croissance. Cette tendance est préoccupante : une plus grande égalité est non seulement indispensable à la stabilité des sociétés démocratiques, mais elle contribue aussi à l'efficacité économique.

Il faut s'attaquer aux causes de l'extrême pauvreté, notamment la faim, les problèmes de santé, le manque d'instruction, la rareté des ressources, la corruption, les problèmes de gouvernance et les guerres et conflits.

En Europe et en Amérique du Nord, les citoyens craignent, face à une reprise atone et à un chômage élevé, que les progrès des

économies émergentes n'aient été accomplis à leurs dépens. Dans les pays émergents, les citoyens s'inquiètent d'un retour en arrière sur les avancées si difficilement obtenues. C'est notamment pour ces raisons que la réglementation multilatérale sur la question des échanges ou du changement climatique est aujourd'hui au point mort.

La situation actuelle est évidemment plus favorable que dans les années 1930. Nous avons appris de nos erreurs et mis en place des règles et des institutions efficaces à l'échelon mondial et régional. Mais nous sommes face à une contradiction : alors que le monde est interconnecté via les chaînes de valeur mondiales, nous ne parvenons pas à résoudre nos problèmes communs. La mondialisation des échanges est plus que jamais une réalité, mais les règles commerciales sont de plus en plus définies de manière bilatérale et régionale.

Le problème est en partie géopolitique. Les institutions de « l'ancien monde » luttent pour s'adapter à la nouvelle donne mondiale. Les pays émergents sont-ils des « pays avancés avec une forte proportion de population pauvre » ou des « pays en développement avec une forte proportion de population aisée » ? Tant que cette question n'aura pas trouvé de réponse consensuelle, les négociations multilatérales pourraient continuer à achopper.

Les intérêts de politique étrangère doivent donc être pris en compte dans les négociations. Après tout, nous avons un intérêt commun à garantir l'ordre international et nous pouvons tous apporter notre contribution. Les économies avancées doivent comprendre qu'une période de transition est nécessaire aux pays émergents avant qu'ils puissent s'engager avec la même détermination face aux enjeux mondiaux. Les pays émergents doivent quant à eux accepter qu'ils ne pourront faire l'économie de tels engagements.

Mais la résolution des problèmes actuels ne relève pas uniquement de la responsabilité des gouvernements et des institutions intergouvernementales. L'expérience montre à quel point la coopération entre l'État et les partenaires sociaux est fondamentale pour garantir un cadre stable aux entreprises et aux travailleurs, réduire le risque de conflit

La crise économique concerne avant tout des hommes et des femmes. Le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques est donc fondamental dans la recherche des solutions multilatérales dont nous avons plus que jamais besoin.

Ces cinq dernières années, nous avons traversé la crise économique la plus grave que nous ayons connue. Les États doivent maintenant faire face à une dette écrasante, des monnaies en difficulté, une croissance en berne et une reprise trop lente.

Au-delà des chiffres et des problématiques économiques, la crise concerne surtout les individus et les difficultés sociales concrètes auxquelles ils sont confrontés au quotidien : des familles vivent dans la crainte de perdre leur domicile, tandis que des jeunes perdent foi en l'avenir et en leurs perspectives d'emploi.

Lorsque l'espoir en l'avenir faiblit, les citoyens perdent confiance vis-à-vis des pouvoirs publics et des institutions. La crise économique pourrait mettre en péril non seulement le développement social et le bien-être, mais aussi le fondement même de la démocratie. Il est donc crucial de rétablir la confiance.

et rallier l'adhésion aux réformes. Ce modèle, conjugué à l'ouverture des échanges et des investissements et à un taux d'activité élevé des femmes, a jeté les bases de la croissance de la productivité, des salaires et des emplois.

De plus, la société civile, les entreprises et les consommateurs ont un rôle clé à jouer dans la promotion des droits de l'homme, du droit du travail, de la responsabilité sociale des entreprises et du commerce éthique. La société civile doit aussi mettre en avant certaines questions et demander des comptes à l'État et aux entreprises.

Le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques est indispensable

à la croissance inclusive et à la création d'emplois, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté et des inégalités. Une approche fondée sur les droits en matière de développement et de parité est également cruciale.

Il s'agit là d'un formidable défi. Le rétablissement de la confiance, la lutte contre le chômage, surtout celui des jeunes, la relance de la croissance et l'atténuation des inégalités seront essentiels pour améliorer les perspectives d'avenir.

Une action concertée et cohérente à l'échelon national, régional et mondial s'impose pour relever ces défis. Cet effort doit s'appuyer sur les constats suivants :

premièrement, la dimension humaine de la crise est fondamentale, d'où la nécessité de garantir les droits de l'homme et les principes démocratiques et de rétablir la confiance.

Deuxièmement, les défis communs imposent des solutions communes. La coopération et les institutions multilatérales sont plus essentielles que jamais. Nous devons tous, dans les économies avancées et émergentes, apporter notre pierre à l'édifice.

*La Norvège préside la Réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, les 29 et 30 mai 2013. Voir le site Internet du ministère norvégien des Affaires étrangères : www.regjeringen.no.

Commandez dès maintenant !

Soyez toujours au-devant des grands enjeux de notre temps. Depuis 1962.

S'abonner à L'Observateur de l'OCDE, c'est aussi recevoir chaque année L'Annuel de l'OCDE.

Envoyez-nous le bon de commande **page 44**, abonnez-vous sur www.observateurocde.org/abonnement.html ou écrivez-nous à observer@ecd.org



Jeune et entrepreneur, c'est possible ?



Blend Images/Alamy

Lorsqu'ils ont créé Google, Larry Page et Sergey Brin étaient de jeunes doctorants. Richard Branson, patron de Virgin, a débuté dans les affaires à l'adolescence, en vendant des disques. Ces noms célèbres font partie d'une longue liste de jeunes entrepreneurs ayant réussi, laquelle comporte également les fondateurs de Facebook, e-Bay ou Free. Outre ces icônes, et malgré des exemples d'échecs, nos lecteurs connaissent des voisins ou des camarades d'école moins célèbres mais ayant créé très jeunes une entreprise devenue prospère.

Réussir dans les affaires n'est pas facile, mais l'entrepreneuriat séduit de nombreux jeunes confrontés à un marché du travail laminé par la crise. D'ailleurs, les décideurs politiques envisagent de plus en plus l'entrepreneuriat des jeunes comme une réponse possible au chômage qui frappe cette population. Les décideurs ont-ils raison de placer autant d'espoirs dans un exercice par nature périlleux ? Que peuvent-ils éventuellement faire pour donner un coup de pouce à ces jeunes ?

La *Synthèse sur l'entrepreneuriat des jeunes* élaborée par l'OCDE avec le soutien de l'UE apporte quelques réponses à ces questions et brosse un portrait de la réalité. Notamment, les jeunes de 20 à 30 ans sont beaucoup plus intéressés que leurs aînés par le travail indépendant ; malgré leur inexpérience et leur manque de moyens, ils voient dans l'entrepreneuriat une véritable option de carrière. Pourtant, au sein de l'UE, seuls 4 % des 15-24 ans travaillent à leur compte, souvent dans de très petites entreprises, contre 15 % des plus de 24 ans. Cette faible proportion témoigne autant d'une tendance des jeunes à poursuivre

des études jusqu'à 25 ans que des obstacles propres à la création d'entreprise.

Un examen plus attentif de ce pourcentage pourrait néanmoins nourrir une vraie réflexion politique. Ainsi, les entreprises gérées par des jeunes sont plus nombreuses dans des secteurs comme la construction ou les technologies de l'information. Les jeunes entrepreneurs opèrent à l'échelle locale, mais sont plus ouverts sur l'international que leurs aînés. Beaucoup exercent à temps partiel, ce qui leur permet de réduire les risques tout en capitalisant une expérience. Ce choix présente également des avantages éducatifs : aux États-Unis, plus de 5% des jeunes ont recours à cette forme d'activité pour financer leurs études. Mais qu'en est-il des taux de réussite ? Aucun démarrage n'est facile, et les sociétés dirigées par de jeunes entrepreneurs survivent plus difficilement que celles d'entrepreneurs plus âgés. Un constat peu surprenant au regard des nombreux obstacles que doivent surmonter les jeunes en termes d'expérience, de moyens financiers, de réseaux, etc., et au regard des secteurs hautement concurrentiels dans lesquels ils opèrent souvent.

On observe cependant une tendance encourageante, sur laquelle les décideurs politiques devraient s'arrêter : lorsqu'elles survivent, les entreprises créées par des jeunes ont un potentiel de croissance plus élevé que celles de leurs aînés. Parmi les entreprises qui survivent au moins trois ans, celles dirigées par des entrepreneurs de moins de 30 ans affichent un taux de croissance moyen de 206 %, soit près du double du taux observé pour les entreprises des plus de 40 ans.

La *Synthèse sur l'entrepreneuriat des jeunes* expose un large éventail de mesures à disposition des décideurs, allant du développement des compétences entrepreneuriales à la gestion des besoins en infrastructures, en passant par le conseil, l'accompagnement et le soutien financier. Elle met également en exergue quelques exemples

Lorsqu'elles survivent, les entreprises créées par des jeunes ont un potentiel de croissance plus élevé que celles de leurs aînés

éclairants, à l'instar du programme canadien de financement des jeunes entrepreneurs, de l'initiative européenne Think Big, ou du projet américain GATE.

Les auteurs reconnaissent que les données et les connaissances manquent pour améliorer les politiques en faveur des jeunes entrepreneurs, mais le message que sous-tend cette Synthèse est clair : bien que l'entrepreneuriat, risqué, ne soit pas une panacée pour résoudre le problème du chômage, il peut ouvrir de réelles possibilités. Les décideurs politiques pourraient œuvrer davantage en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes, procurant par extension des bénéfices à la société tout entière.

Rory Clarke

Références

OCDE (2012), *Synthèse sur l'entrepreneuriat des jeunes : L'activité entrepreneuriale en Europe*, Division LEED, OCDE, Paris. Élaboré avec le soutien de l'UE. Disponible en ligne.

Une nouvelle vision des échanges

Lord Green of Hurstpierpoint, Ministre d'État au Commerce et à l'Investissement, Royaume-Uni



La nouvelle base de données sur les échanges en valeur ajoutée, développée par l'OCDE et l'OMC, améliore tant la manière de mesurer ce domaine que l'approche des décideurs politiques. Cette initiative renouvelle notre vision des échanges et les hisse parmi les priorités de la Présidence britannique du G8.

La cérémonie d'ouverture des JO de Londres en juillet 2012 a magnifiquement illustré l'avènement de la révolution industrielle : des cheminées d'usine émergeant du stade, de fiers ingénieurs à leurs côtés. Berceau de l'usine moderne et de la machine à vapeur, le Royaume-Uni a ouvert la voie à une transformation fondamentale de la production. Des années durant, sa capacité à produire en abondance des marchandises bon marché lui a conféré une place unique sur la scène mondiale.

Au cours des dernières années, les modes de production ont connu une nouvelle révolution. Les produits d'aujourd'hui, qu'il s'agisse d'avions gros porteurs ou de petits appareils électroniques comme les iPods, sont composés de produits intermédiaires. Matériels (boîtiers, ailes ou roues) ou immatériels (études de conception ou programmes informatiques), ceux-ci proviennent de différents pays et sont assemblés en produits finis au sein d'une chaîne de valeur mondiale. Aussi, le produit est de plus en plus souvent « fabriqué dans le monde entier » plutôt que « fabriqué en Grande-Bretagne » ou « fabriqué en Chine ».

La nouvelle base de données OCDE/OMC sur les échanges en valeur ajoutée (ÉVA) démontre sans ambiguïté que la clé de

la réussite actuelle réside moins dans la production et la vente de produits finis que dans l'exploitation habile des avantages comparatifs nationaux, l'objectif étant de créer le maximum de valeur ajoutée tout au long de la chaîne de production. Cette nouvelle perspective contraint les hommes politiques, à commencer par moi-même, à repenser les modalités de fonctionnement de la production et des échanges mondiaux.

Tout d'abord, cette perspective remet en question la logique de restriction des importations, obtenue par les droits de douane, quotas, mesures de défense commerciale, ou les réglementations inutilement contraignantes. Les consommateurs n'ignorent plus que les facteurs de production ont un impact sur le prix des produits. Par exemple, la hausse des coûts énergétiques accroît les prix des denrées alimentaires, l'énergie constituant un facteur de production majeur dans le cycle des produits agricoles. Il en va de même pour le reste de l'économie. Chaque livre, euro ou dollar généré par les barrières commerciales fait monter d'autant le prix des facteurs de production, et s'ajoute au prix des exportations et au prix payé par les consommateurs. La compétitivité ne risque pas d'en être améliorée !

Nous devons donc faciliter les importations comme les exportations, et en réduire les coûts. La réunion ministérielle de l'OMC, qui se tiendra à la fin de l'année à Bali, fournira une excellente occasion d'y parvenir. Un accord sur la facilitation du commerce pourrait générer 70 milliards de dollars.

Parce qu'il est au cœur de l'économie mondiale, le commerce a été désigné comme l'une des trois priorités de la présidence britannique du G8 en 2013. Nous promouvoir ainsi l'impact de l'ouverture des marchés sur la croissance, que ce soit dans le cadre du système commercial multilatéral ou d'accords bilatéraux de grande envergure, tels que l'accord conclu entre l'UE et les États-Unis.

Deuxièmement, les chiffres de la base de données ÉVA soulignent l'importance des services. Nous avons tendance à limiter les échanges et la production aux seuls biens manufacturés ; or, c'est une erreur. Prenons



Lord Green of Hurstpierpoint

UKTI

l'exemple du porte-conteneurs, symbole le plus visible de la mondialisation : le satellite et les câbles en fibre optique, qui facilitent les échanges internationaux de services, sont tout aussi déterminants que le navire.

En tant que centre financier, le Royaume-Uni est conscient depuis longtemps du rôle des services. Mais les données sur les échanges en valeur ajoutée apportent une dimension supplémentaire en soulignant le poids des services dans l'ensemble des exportations : dans la moitié des pays étudiés, plus de 50 % de la valeur ajoutée des exportations provient des services, contre 30 % pour les produits manufacturés.

La compétitivité internationale de nos économies passe donc par des services efficaces et productifs. Le Royaume-Uni se donne deux ans pour revoir l'ensemble de sa réglementation, et pour l'assouplir si nécessaire. De plus, le Royaume-Uni soutient fermement la mise en œuvre pleine et entière de la Directive européenne sur les services. Nous défendons aussi activement l'adoption d'un accord multilatéral sur les services.

Le nouvel indice de restrictivité des échanges de services (IRES) de l'OCDE, qui devrait être applicable aux principaux secteurs en 2014, fournira d'autres informations utiles qui nous aideront à cibler nos efforts. Enfin, la mesure des échanges en valeur ajoutée nous oblige à mieux réfléchir aux marchés finaux sur lesquels arrivent nos exportations. Je passe beaucoup de temps à l'étranger pour promouvoir le commerce et l'investissement au Royaume-Uni. Notre capacité à tirer profit

des échanges ne dépend pas seulement de nos rapports avec nos partenaires commerciaux directs, mais aussi de notre capacité à optimiser chaque maillon de la chaîne de production. Ceci souligne la

Les données sur les échanges en valeur ajoutée montrent l'impact des services sur les exportations

valeur des efforts réalisés pour promouvoir la croissance et les réformes structurelles à l'échelle mondiale.

Pourtant, du fait de l'imbrication croissante des économies et des chaînes de valeur mondiales, nos résultats commerciaux peuvent être affectés par certains facteurs dont les nouvelles données précitées révèlent l'importance. Ainsi, une croissance atone ou une récession dans un pays affectera les pays partenaires dont il importe directement des marchandises, mais aussi ceux qui, en amont, contribuent à la production des produits importés. Le

tremblement de terre de Fukushima a montré que les chaînes de valeur mondiales pouvaient se comporter comme un pendule de Newton, provoquant des ondes de choc jusque dans des pays qui n'ont que peu, ou pas, d'échanges avec le Japon.

Bien entendu, la mesure des échanges en valeur ajoutée ne change pas tout. Elle confirme les avantages d'une participation active à l'économie mondiale et de la valorisation des chaînes de valeur mondiales. Airbus en est un bon exemple. Le Royaume-Uni possède un savoir-faire dans la fabrication d'ailes et de moteurs. Mais c'est parce que nous les vendons facilement à la France, où ils sont intégrés aux avions, que nous accédons indirectement aux marchés de pays tiers.

La base ÉVA confirme également la nécessité de mettre en place un système commercial multilatéral efficace. Lorsque les biens et services franchissent plusieurs frontières avant leur consommation finale,

la multiplication de petits obstacles peut avoir un effet cumulatif considérable. La libéralisation multilatérale demeure le meilleur moyen d'éviter cette mort à petit feu.

Comme je l'ai indiqué dans mon intervention du 16 janvier, la base ÉVA est une étape importante car elle améliore notre compréhension de l'apport des échanges à l'économie britannique et mondiale, et accroît la pertinence des politiques commerciales. Cette base sera étendue et améliorée, et je suis heureux de continuer à travailler avec l'OCDE et l'OMC pour en tirer pleinement parti.

Références

« Lord Green response to OECD and WTO report on trade », 16 janvier 2013: <http://news.bis.gov.uk/Press-Releases/Lord-Green-response-to-OECD-and-WTO-report-on-trade-published-today-68627.aspx>

Site Internet de la présidence britannique du G8 : <https://www.gov.uk/government/topical-events/g8-2013>

Pour plus d'informations sur les échanges en valeur ajoutée, voir www.oecd.org/trade/valueadded

16,6
millions
de tonnes

633
mille EVP

PORT DE LEIXÕES

www.portoofleixoes.com

**VOTRE PARTENAIRE
DANS LE TRANSPORT MARITIME**

**PORT OF
LEIXÕES**

L'économie chinoise peut-elle échapper au marasme ?

Ken Davies, Président de Growing Capacity, Inc., ancien membre de la Direction des affaires financières et des entreprises de l'OCDE*



gyr9037. Licence accordée à Shutterstock.com

Le ralentissement de la croissance en Chine est-il un phénomène appelé à durer ? Que signifie-t-il pour le reste du monde ?

La reprise graduelle aux États-Unis n'est pas encore suffisamment solide pour tirer le reste de l'économie mondiale. La magie de l'Abenomics n'a pas encore opéré au Japon, si toutefois elle le fait un jour. Quant à l'Europe, elle est manifestement groggy. La Chine peut-elle alors être le nouveau moteur de l'économie mondiale ?

Le PIB chinois a chuté de 10 % et plus depuis une vingtaine d'années. De 10,4 % en 2010, il a reculé à 9,2 % en 2011, 7,8 % en 2012, pour tomber à 7,7 % au premier trimestre 2013.

Les indicateurs avancés comme les indicateurs retardés laissent à penser que la croissance chinoise continue de ralentir. L'indice des directeurs d'achat de HSBC (PMI) est tombé à 50,5 en avril, signe que parmi les industriels, les optimistes l'emportent de peu sur les pessimistes, et présage d'un nouveau recul possible du PIB. Parallèlement, le recul à 48,6 d'un sous-indice des commandes à l'export traduit une demande en berne dans les pays de l'OCDE.

Pour pouvoir donner du travail aux diplômés des écoles et universités, le PIB chinois doit augmenter d'environ 8,5 % par an, selon les

calculs de l'OCDE. La première priorité des autorités demeure la « stabilité sociale », c'est-à-dire aussi la stabilité politique, dont on estime – à juste titre – qu'elle est menacée dès que les niveaux de vie baissent, quelle qu'en soit la cause : perte de revenu, inflation galopante et/ou chômage élevé. Maintenir une croissance relativement forte du PIB est donc un objectif macroéconomique capital, et les responsables politiques deviennent nerveux dès qu'elle menace de tomber sous ce taux, point bas du cycle économique type de l'économie chinoise depuis les réformes économiques engagées en 1978.

Toutefois, les autorités chinoises n'ont pas les coudées franches pour doper leur économie. En 2008-2009, elles ont injecté 4 000 milliards de yuans (environ 600 milliards de dollars) via un programme de relance budgétaire pour contrer les effets de la crise économique mondiale, exacerbant le surinvestissement et la surchauffe et multipliant les créances douteuses. Depuis, elles n'ont pas ménagé leurs efforts pour contenir l'inflation et empêcher la bulle immobilière de gonfler jusqu'à l'éclatement. En septembre 2012, une autre enveloppe de 1 000 milliards de yuans était promise sous forme de projets d'infrastructures visant à maintenir la croissance sur les rails.

Parallèlement, les autorités s'emploient à

rééquilibrer l'économie en la réorientant sur de lourds investissements dans l'industrie manufacturière exportatrice, à forte intensité de main-d'œuvre, et vers une hausse de la consommation privée, des services plus développés et des produits à plus haute technologie – stratégie retardée à chaque nouveau programme de relance, qui fait gonfler la formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB.

S'il existe un risque que la croissance plonge en-dessous des taux récents, il ne faut pas croire que l'heure des « décennies perdues », comme au Japon, a sonné. Du moins, pas encore.

Les taux de croissance à 12 % du Japon des années 60 ne pouvaient pas durer car le pays était déjà relativement développé et ne disposait pas, comme la Chine, d'une immense base arrière pour son expansion. Comme l'ont montré les études de l'OCDE sur la Chine, l'urbanisation garantira à elle seule une forte croissance pendant au moins une dizaine d'années, pour peu que le système financier tienne.

Nul doute non plus que la Chine poursuivra les réformes économiques (quoique non politiques) déjà engagées pour permettre certaines restructurations économiques indispensables, même si tout ne se fera pas en un jour. Pour preuve : l'internationalisation de la monnaie chinoise, qui a beaucoup avancé, mais doit encore progresser.

Le reste du monde encouragera ces réformes car nous avons tous besoin que la plus grande économie asiatique demeure solide. Nous avons besoin que la Chine achète nos produits et, de plus en plus, qu'elle investisse dans des projets créateurs d'emplois.

En tant qu'usine du monde, la Chine est un géant de l'exportation, mais aussi un importateur majeur. En 2012, elle recevait 17,4 % des exportations de biens des États-Unis. D'aucuns craignaient alors au Japon un ralentissement du commerce avec la Chine, sa part dans les exportations totales japonaises tombant, pour la première fois depuis 2009, à moins de 20 % (même si le boycott de certains importateurs sur les produits japonais, à la suite d'un différend,

en était la cause). Quant à l'Europe, la Chine est son premier marché d'exportation, même si elle n'est pas encore un partenaire aussi important que pour les États-Unis et le Japon.

La Chine elle-même souffre depuis 2008 du recul de la demande mondiale, mais aussi de la plongée des flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE). La faiblesse continue de l'Europe, première de ses destinations à l'export, est source d'inquiétude.

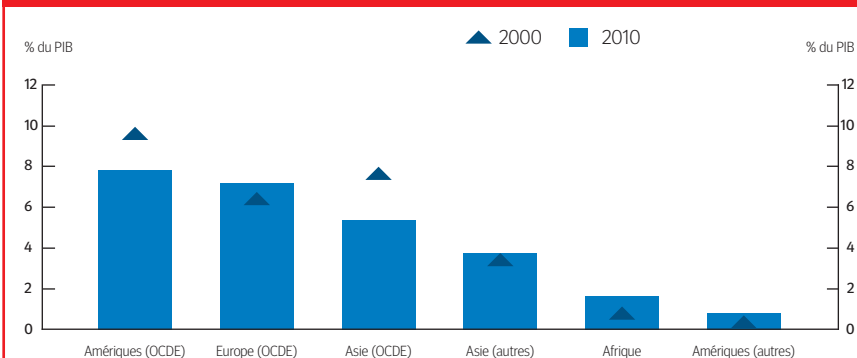
La Chine gagne également du terrain comme investisseur. En 2012, les investissements directs chinois à l'étranger ont atteint 72,2 milliards de dollars, que le gouvernement envisage de porter à 150 milliards en 2015. La plupart sont le fait de grandes entreprises publiques dotées de réserves de trésorerie. Si la croissance intérieure recule, l'investissement à l'étranger pourrait diminuer, les entreprises étant contraintes de viser des projets dopant la demande intérieure.

Alors que la Chine poursuivra son expansion comme marché d'exportation de l'OCDE et des pays émergents, mais aussi comme source de capitaux pour ces deux zones dans les quelques années à venir, le tableau s'assombriera lorsque sa population sera confrontée entre 2020 et 2030 à un problème de vieillissement rapide, conséquence de la politique de l'enfant unique, coûteuse sur le plan démographique et économique, douteuse sur le plan moral.

Comme le souligne le dernier rapport de la Réserve fédérale des États-Unis, l'accroissement de la population active atteindra alors un palier. La production n'augmentera ensuite qu'au prix de gains de productivité. Le rattrapage par le système éducatif produira une main-d'œuvre mieux formée, mais des réformes institutionnelles majeures seront impératives, notamment concernant les droits de propriété intellectuelle, pour encourager l'innovation et l'entreprise.

La restructuration économique devra passer par l'adoption de mesures devant bénéficier aux moins aisés, notamment l'abandon du système d'enregistrement des ménages (*hukou*), signe d'une époque révolue, et l'octroi

Exportations chinoises vers certaines destinations, en % du PIB chinois



Source : *Études économiques de l'OCDE : Chine 2013*

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932787258>

Inquiétudes sur les exportations

Les pays de l'OCDE sont clairement le premier marché pour les exportations chinoises. La part de l'Europe a même augmenté ; la faiblesse de la demande y est donc à surveiller.

Note : Amériques (OCDE) comprend le Canada, le Chili, le Mexique et les États-Unis. Asie (OCDE) comprend l'Australie, le Japon, la Corée et la Nouvelle-Zélande.

de prestations de logement, de santé et d'éducation aux travailleurs migrants. Les millions d'hommes venus des villages pour bâtir les gratte-ciel et (surtout) de femmes parties travailler dans les usines des villes côtières pour fabriquer les produits d'exportation chinois ne doivent plus être traités comme des citoyens de seconde zone. Leur travail doit au contraire être célébré et récompensé.

En plus de gagner sur la productivité grâce à l'éducation, ces mesures redistribueront les gains de revenus vers ceux qui ont une plus forte propension à consommer, ce qui permettra d'augmenter la part de la consommation intérieure dans le revenu national. Ce rééquilibrage serait bénéfique à la Chine, mais aussi à l'économie mondiale.

Enfin, les initiatives de protection de l'environnement et le développement du recyclage, encouragés récemment par les autorités, doivent passer à la vitesse supérieure de sorte que le PIB vert, celui que l'on devrait mesurer, progresse lui aussi.

Nombre de ces réformes ont été proposées à la Chine par l'OCDE à titre d'options stratégiques susceptibles de déboucher sur des perspectives positives. Mais elles ne deviendront réalité que si les responsables

chinois peuvent en voir les avantages et trouver des moyens efficaces pour les mettre en œuvre à tous les niveaux. S'ils agissent, l'avenir de la Chine et de l'économie mondiale en sera plus radieux. À défaut, ce sera la stagnation économique de ce grand pays et un risque accru d'instabilité politique. Et si la Chine devait s'enfoncer dans le marasme, c'est le ton même de mes futurs articles sur les perspectives de l'économie mondiale qui se ferait plus grave.

* Ken Davies a travaillé jusqu'en 2010 comme chargé des Relations mondiales à la Division de l'investissement de l'OCDE, où il s'occupait de la Chine. Dans les années 90, il était économiste en chef, chef du bureau pour l'Asie et Hong Kong de l'EIU (Economist Intelligence Unit). Il est membre fondateur d'une société de conseil, www.growingcapacity.com.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur uniquement.

Références

OCDE (2013), *Études économiques de l'OCDE : Chine 2013*, Éditions OCDE

Haltmaier, Jane (2013), « Challenges for the Future of Chinese Economic Growth », International Finance Discussion Papers n° 1072, Bureau des gouverneurs de la Réserve fédérale, Washington, D.C.

Les chiffres de 2012 pour les IDE sortants proviennent du site Internet Invest in China : www.fdi.gov.cn/pub/FDI/wztj/jwtztj/t20130121_148636.htm, le 8 mai 2013.

Voir www.oecd.org/chine

Banque, éthique et principes de bonne gestion

Gert Wehinger, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE



Régulation laxiste, gouvernance floue, cupidité ou simple malchance : au tribunal de la crise, les banques font figure d'accusées. Les gouvernements ont planché sur des réformes pour remettre de l'ordre dans le secteur financier et améliorer sa gouvernance, mais beaucoup reste à faire. Pour cela, quelques principes de l'OCDE pourraient s'avérer utiles.

Le secteur bancaire serait-il devenu plus intègre, honnête et fiable depuis que la crise a frappé en 2008 ? Pas vraiment, à en croire les résultats d'une enquête réalisée fin 2012 auprès de professionnels : un

employé de banque sur six ne rechignerait pas à commettre un petit délit d'initié pour empocher 10 millions de dollars, un sur quatre a été témoin d'une faute professionnelle, et près d'un sur trois est convaincu que pour réussir dans le métier, il faut faire abstraction de l'éthique, voire de la loi.

Voilà qui cadre bien avec l'esprit de toute-puissance attribué au monde de la banque d'avant la crise de 2008. Mais malheureusement, rien n'a changé depuis.

Cette étude, réalisée aux États-Unis et au Royaume-Uni par Labaton Sucharow, un cabinet d'avocats qui défend les lanceurs

d'alerte de la SEC (*Securities and Exchange Commission* – organisme américain de réglementation et de contrôle des marchés financiers), montre que, malgré quelques réformes, notamment la loi Dodd-Frank aux États-Unis (le plus ambitieux remaniement du système financier depuis la Crise de 1929) ou la création de la Commission indépendante sur les banques au Royaume-Uni, le phénomène conserve une profondeur et une ampleur confondantes.

D'énormes scandales ont éclaté, et concernent des millions de personnes, notamment autour de la collusion entre des traders de 20 banques établies sur trois continents pour manipuler les taux interbancaires – les taux Libor, qui déterminent le taux d'intérêt des emprunts immobiliers et de la rémunération de l'épargne. Ces événements ont encore érodé la confiance déjà vacillante du public envers le secteur bancaire, ses pratiques, sa régulation et sa supervision. En fait, comme le soulignait un participant à une récente table ronde sur la finance organisée par l'OCDE, le secteur bancaire s'est trop souvent comporté de manière destructrice, voire cynique, menant à des rendements négatifs pour les fonds de pension, une mauvaise allocation des ressources et une cascade de scandales.

Un éditorial publié dans le *New York Times* en mars 2012 traduit le cynisme qui caractérise la banque, et la désigne à la vindicte populaire. L'auteur, Greg Smith, vice-président de Goldman Sachs qui a démissionné le jour de la publication, y accuse la firme de dénigrer ses clients et de mépriser leurs intérêts. Le meilleur moyen de progresser dans la hiérarchie chez Goldman Sachs, explique-t-il, c'est de convaincre les clients « d'investir dans les produits dont nous essayons de nous débarrasser car ils n'ont pas beaucoup de potentiel de profit ».

Cet article plein d'amertume a été largement repris sur Twitter et sur les blogs du monde entier. Malgré les dénégations des dirigeants de Goldman, qui ont rappelé que Greg Smith n'était qu'un vice-président sur 12 000, peu de voix se sont élevées pour défendre la banque.

A-t-on fait le nécessaire pour restaurer la confiance dans le système bancaire après la

crise ? Certes, les banques et les organismes de régulation ont tenté de réduire les risques en diminuant l'effet de levier, en limitant les activités de quasi-banque, en retravaillant leur modélisation du risque et en renforçant les marchés nationaux. Certains gouvernements ont tenté de protéger la banque de détail contre les périls de la banque d'investissement, en rendant plus étanche la séparation entre les deux. Mais, selon les partisans de la banque universelle, ce cloisonnement ne corrigera en rien le laxisme de la gestion et l'irresponsabilité dans la prise de risque. La solution serait dans l'amélioration des signaux-prix et de la modélisation du risque.

Plusieurs gouvernements vont au-delà des nouvelles propositions de Bâle III de relever les exigences de fonds propres et de liquidité des banques, en adoptant, au niveau international et de manière coordonnée, une réglementation des fonds propres plus contraignante, notamment en matière de gestion du risque. Des efforts sont également entrepris pour réduire la menace des banques « trop grosses pour faire faillite ».

D'autres initiatives sont apparues, comme le programme de lanceurs d'alerte de la SEC, qui promet des compensations financières et des protections aux témoins de malversations acceptant de parler. Mais si 94 % des personnes interrogées dans l'enquête Labaton Sucharow déclarent qu'elles pourraient témoigner dans le cadre du programme, seules 44 % connaissaient son existence.


Certains gouvernements, notamment de la zone euro, ont compartimenté leurs banques pour éviter les phénomènes de contagion et recentrer leur activité sur le marché intérieur. Mais cela a freiné les flux de capitaux sains vers les pays en manque de liquidité, ce qui est loin d'être la recette idéale pour la reprise. Au début de la crise, les flux transnationaux ont eu un effet stabilisateur ; privées de ces liquidités, les banques ont fermé le robinet du crédit, ce qui a encore affaibli le système.

Quelques concessions ont été faites, mais au vu de la persistance et de l'ampleur des scandales financiers, il semble clair que les modèles bancaires actuels restent inadaptes.

Pour rétablir la confiance, il faudrait une approche totalement nouvelle. Il y a d'abord le problème des rémunérations. Malgré quelques mesures prises par les autorités de régulation et même par le secteur bancaire lui-même, le sentiment perdure que les banquiers sont scandaleusement trop payés et semblent à l'abri de justes sanctions. Les bonus confortables que s'octroient les dirigeants des banques quelle que soit la conjoncture, leur manière de tirer avantage des périodes de resserrement du crédit, de privatiser les gains mais de nationaliser les pertes, comme avec les généreux plans de renflouement dont ont bénéficié les banques pour juguler la crise : tout cela semble obéir à une logique que beaucoup trouvent injuste.

Les régulateurs ont avant tout cherché à améliorer la transparence et l'efficacité des banques pour leurs usagers, mais ne se sont guère préoccupés de les améliorer pour l'ensemble de la société. La question du rôle social de la banque reste entière.

Selon beaucoup d'observateurs, les législateurs et les régulateurs devraient évaluer les marchés financiers à l'aune de critères réels : accessibilité, sécurité et

 C'est difficile à croire, mais il fut un temps où le secteur financier ne pesait pas lourd dans nos économies

résilience, équité, performance, responsabilité et confiance. L'OCDE souligne depuis longtemps que les responsables politiques doivent chercher à comprendre par quels mécanismes les défaillances du marché au niveau institutionnel se répercutent sur toute la chaîne, jusqu'aux usagers finaux de services financiers.

C'est particulièrement vrai de la banque. C'est difficile à croire, mais il fut un temps où le secteur bancaire ne pesait pas lourd dans nos économies. Jusqu'en 1982, l'indice Dow Jones ne comptait aucun établissement financier. Durant les prospères années 60, le secteur financier ne totalisait que 4 % du PIB des États-Unis. Quand la crise a commencé, il avait doublé, pour atteindre 8 %. Mais nous ne parlons ici que du secteur lui-même :

aujourd'hui, l'économie entière dépend de la santé des banques. D'où la question : faudrait-il assimiler les banques aux services essentiels comme l'eau ou l'électricité, et leur appliquer les mêmes règles ?

La confiance du public est essentielle au fonctionnement des marchés financiers, et de l'ensemble de nos systèmes. Les banques sont les gardiens du système financier dont nous dépendons tous, et portent une responsabilité qui ne doit pas être sous-estimée. C'est dans cet esprit qu'en 2010, l'OCDE, en collaboration avec les membres du G20 et le Conseil de stabilité financière, a élaboré les Principes de haut niveau sur la protection financière des consommateurs, qui ont ensuite été adoptés sous forme de recommandations en juillet 2012. Ces principes ont pour but d'améliorer la transparence, l'information, et de promouvoir le comportement responsable des fournisseurs de services financiers, ainsi que d'offrir des recours aux usagers en cas d'abus. Le rétablissement de la confiance ne sera possible que si les consommateurs et les investisseurs retrouvent un sentiment de sécurité. Il appartient maintenant aux gouvernements et aux autorités bancaires de veiller à ce que ces principes soient adoptés et respectés, car ils pourraient leur permettre d'anticiper les crises et d'empêcher leur déclenchement.

Références

- Labaton Sucharow, LLP (2012), *Wall Street, Fleet Street and Main Street: Corporate Integrity at a Crossroads: United States & United Kingdom Financial Services Industry Survey*; juillet, disponible sur www.labaton.com/en/about/press/upload/US-UK-Financial-Services-Industry-Survey.pdf.
- Liz Rappaport, David Enrich, « Goldman Plays Damage Control », *Wall Street Journal*, 14 mars 2012, http://online.wsj.com/article/SB10001424052702304692804577281252012689294.html?mod=googlenews_wsj
- Paul Krugman, « The Market Mystique », *New York Times*, 26 mars 2009, http://www.nytimes.com/2009/03/27/opinion/27krugman.html?_r=0
- OCDE (2011), *Principes de haut niveau du G20 sur la protection financière des consommateurs*, OCDE, Paris, disponible sur www.oecd.org/dataoecd/58/26/48892010.pdf
- Wehinger, Gert (2013) « Banking in a challenging environment: Business models, ethics and approaches towards risks », *Tendances des marchés de capitaux*, Vol. 2012/2, OCDE.

Une économie du courage

Robert A. Johnson, Directeur exécutif, Institut pour la nouvelle pensée économique (INET, *Institute for New Economic Thinking*)

Les comportements d'évitement et les évidences trompeuses sont des maux courants chez les économistes. Est-ce la raison pour laquelle ils n'ont pu anticiper une crise aussi majeure et évidente que celle de 2008 ? Il est maintenant nécessaire de trouver le courage de faire face aux causes réelles de la crise.

Voilà près d'un siècle, Henry Louis Mencken nous a fourni un exemple édifiant à ce propos, dans son célèbre essai sur l'économie, *La Science lugubre*. Il y racontait l'histoire d'un certain professeur Nearing, renvoyé de l'université de Pennsylvanie parce que ses « efforts pour trouver la vérité troublaient la sécurité et la sérénité » des quelques individus fortunés qui contrôlaient l'université. « Il fut exclu parce qu'il n'était ni prudent, ni raisonnable, et contrevenait à l'orthodoxie », expliquait Mencken.

Le professeur Nearing défiait l'ordre établi en essayant de dire la vérité, mais les puissants ne l'entendirent pas de cette oreille. Il en a payé le prix, ce qui n'a pas échappé à ses collègues, notamment aux membres de sa profession dont les théories, comme le soulignait Mencken, étaient souvent axées sur les signaux de prix.



H.L. Mencken, 1928

Aujourd'hui encore, les universitaires rigoureux qui aspirent à découvrir la vérité sont refroidis par l'exemple de leurs pairs. Ceux qui osent s'aventurer hors des sentiers battus de l'orthodoxie économique – au-delà de ce qui est « raisonnable et acceptable » – se voient marginalisés, et le bien-fondé de leurs arguments n'est même pas examiné.

Leur méthodologie est constamment mise en cause, tout comme leur crédibilité professionnelle. Ils ne bénéficient pas de la présomption de compétence comme les économistes de la pensée dominante, dont la légitimité a été consacrée par les puissants. Leurs adversaires « jouent l'homme au lieu du ballon », comme on dit au football.

Ainsi que le soutenait Mencken, les économistes savent intuitivement ce qu'il est dangereux d'énoncer. Même si cette perception n'est pas totalement consciente, elle peut transparaître à travers des stratégies d'évitement : s'enfermer dans une tour d'ivoire ou s'abriter derrière un contenu « scientifique » sont des attitudes répandues chez les économistes depuis 50 ans.

Cela signifie qu'au lieu de tendre vers une vérité économique dans l'intérêt de la société, les économistes sont trop occupés à bâtir une réputation sur des modélisations complexes et des paradigmes abscons. L'acceptation tacite du *statu quo* par ceux qui savent ce qu'il en coûte de le contester est bien plus fréquente que la corruption (Norbert Häring et Niall Douglas font une description impressionnante de ces mécanismes de dévoiement intellectuel dans leur récent ouvrage, *Economists and the Powerful: Convenient Theories, Distorted Facts, Ample Reward*, voir les références).

Cette dynamique devient de plus en plus dangereuse dès lors que la richesse se concentre dans un secteur spécifique, comme cela a été le cas avec la finance ces dernières années. L'analyse de ce secteur cesse d'être objective et se teinte de peur – la peur de se confronter à ceux qui pourraient riposter et vous nuire. Or, ces stratégies d'évitement, comme nous avons pu le constater avec la crise financière, peuvent avoir des coûts exorbitants.

La déférence que cette concentration de richesse et de pouvoir engendre chez les économistes crée d'importantes externalités négatives sur l'ensemble de la société, ainsi que l'a illustré très nettement l'année 2008. Tel est le coût d'une dynamique selon laquelle il vaut mieux s'exprimer avec prudence et avoir tort plutôt que de remettre en cause l'orthodoxie en cherchant la vérité. Le clou qui dépasse appelle le marteau.

Mais une autre mécanique entre ici en jeu, qui peut n'être qu'un effet pervers des bonnes intentions des économistes. Lorsque le monde est confronté à l'incertitude, comme aujourd'hui, les experts sont fortement tentés de proposer de fausses bonnes solutions pour apaiser l'anxiété. Les bénéfices qu'ils en retirent à court terme peuvent être considérables, et parasiter leur aptitude à analyser la situation. Se transformer en gourou est une tentation forte. Personne n'a gagné de prix Nobel en disant : « Honnêtement, je ne sais pas », et il est rare de devenir célèbre en tenant un discours dérangeant. La réaction instinctive à une pensée déstabilisante est, le plus souvent, de la reléguer en note de bas de page, voire de la mettre au panier.

Cette tentation peut aussi se conjuguer de manière dangereuse aux stratégies d'évitement décrites plus haut, comme ce fut le cas à l'approche de la crise financière. La conviction d'un avenir stable et prévisible a engendré la création de modèles d'évaluation des risques qui se sont effondrés face aux turbulences du secteur financier. Le désir d'apporter de fausses bonnes solutions et la déférence à l'égard des puissants ont débouché sur des représentations de la réalité économique qui étaient en fait bien peu utiles à ceux qui voulaient sincèrement piloter l'économie dans l'intérêt de la société.

Quelles conclusions doivent en tirer les responsables politiques ? Comment peuvent-ils distinguer les bonnes analyses économiques des mauvaises ? Il n'y a pas de réponse simple, mais il y a une leçon importante à retenir : une bonne politique économique doit pouvoir intégrer des vérités dérangeantes. L'opinion générale est souvent mauvaise conseillère. La véritable

analyse économique ne produit pas toujours des recommandations prudentes sur le plan politique, ou conformes aux assertions des puissances établies. La véritable analyse économique est un bien public.

Il est essentiel d'être à l'écoute de ceux qui font valoir des points de vue différents. La compréhension de la réalité économique ne surgira pas d'une vision du monde unique, mais plutôt d'une confrontation continue entre une multitude de perceptions. Par le passé, les cercles politiques ont embrassé de

Il vaut mieux s'exprimer avec prudence et avoir tort plutôt que de remettre en cause l'orthodoxie en cherchant la vérité

manière excessive la vision prédominante de la réalité économique et ignoré toute information sortant du cadre étroit de l'orthodoxie. Le problème ne résidait pas dans un déficit ou un excès d'informations, mais dans une réticence à prendre en compte des informations considérées comme illégitimes par le pouvoir. Une controverse active est probablement notre meilleur antidote à l'aveuglement issu d'un consensus paralysant.

Pour les responsables politiques, de même que pour les économistes, l'enjeu est de dire la vérité aux puissants et de résister à la facilité des fausses évidences. Et comme les économistes, les responsables politiques véritablement soucieux de l'intérêt de la société ne peuvent se contenter d'être intelligents, ou sages. Ils ont besoin de courage pour sortir des sentiers battus, rompre avec la prudence et garder leur ouverture d'esprit. La politique est le plus solitaire des arts.

Références

Häring, Norbert et Niall Douglas (2013), *Economists and the Powerful: Convenient Theories, Distorted Facts*, Ample Rewards, Anthem Press, New York.

Mencken, HL (1929), « La Science lugubre » in *Préjugés. Traduction et notes de Régis Michaud*, Boivin & Cie, Paris (épuisé)

Visitez le site de l'Institut pour la nouvelle pensée économique (INET, *Institute for New Economic Thinking*) : www.ineteconomics.org

Cahiers français La documentation française

Les grands sujets qui nourrissent le débat public.

Commandez la revue sur
www.ladocumentationfrancaise.fr

La librairie du citoyen



Le potentiel des transports

Entretien avec José Viegas, Secrétaire général du Forum international des transports



D. Hurst/Alamy

Les transports sont non seulement un moteur essentiel de l'activité économique, mais aussi un secteur d'activité majeur. Si les transports ont souffert de la crise économique, conséquence du ralentissement des échanges et de l'activité en général, ils peuvent également être une source de reprise. Nous avons demandé à José Viegas de nous l'expliquer.

En quoi les transports ont-ils été touchés par la crise économique ?

José Viegas : L'impact initial de la crise a été particulièrement rude dans le secteur des

transports. Les échanges ont davantage baissé que l'activité économique globale, et les transports encore davantage que les échanges. Le résultat en a été une chute marquée des volumes de transport de marchandises – conteneurs maritimes internationaux, fret aérien international, transport routier en Europe, fret ferroviaire, etc. Il en a été de même des déplacements discrétionnaires de voyageurs (qui n'ont pour motif ni le travail ni les études). En revanche, les déplacements domicile-travail, le trafic ferroviaire de voyageurs et les transports publics n'ont pas été aussi durement touchés, en tout cas pas aussi profondément.

Les volumes de fret et de passagers aériens

sont repartis à la hausse, pour pratiquement atteindre en 2011 leur niveau d'avant la crise, mais ils ont alors de nouveau stagné, en particulier là où l'activité économique fléchissait. De fait, les fluctuations de l'activité de transport reflètent les performances des économies nationales. Rien d'étonnant, donc, à ce que le trafic de marchandises à destination des marchés à croissance rapide de l'Asie ait retrouvé son dynamisme en premier.

Mais les perspectives générales ne sont guère encourageantes. Prenons les volumes de fret aérien, qui sont un indicateur avancé utile des performances économiques, en particulier parce que les données à ce sujet sont disponibles six mois avant les résultats du PIB. À en juger par les derniers chiffres, je crains que l'économie ne continue de stagner. La crise financière a également touché les partenariats public-privé engagés dans le développement des infrastructures de transport. De nombreux programmes de construction d'autoroutes à péage ont été financièrement fragilisés lorsque les volumes de trafic se sont révélés inférieurs aux prévisions, et certains projets ont fait faillite ou ont été renfloués par l'État. Au Portugal, par exemple, les dettes au titre du programme autoroutier constituent une part importante du déficit budgétaire global.

Comment la politique des transports peut-elle contribuer à relancer la croissance économique ?

Plus encore qu'une gestion budgétaire responsable, la croissance est nécessaire pour mettre un terme à la crise économique et financière. Mais la croissance nécessite des investissements, notamment dans les infrastructures de transport, surtout si l'on veut réduire les coûts et accroître la productivité. La priorité doit aller aux investissements destinés à désengorger les goulets d'étranglement chroniques, et aux projets qui peuvent progresser rapidement. Heureusement, on dénombre une liste relativement longue de projets d'infrastructure de transport d'envergure modeste déjà prévus – approuvés mais non financés – qui n'attendent que de démarrer. À cet égard, les transports sont un secteur de choix pour les dépenses de relance. Les responsables politiques devraient éviter de

reporter la maintenance des infrastructures publiques au nom de l'austérité. En effet, la qualité des routes, des chemins de fer et des ponts est directement liée à la productivité, et les nuisances telles que les nids de poule et les embouteillages qui ralentissent les déplacements imposent des coûts à tous.

Quelles sont les trois choses que les décideurs devraient faire ?

D'abord, accroître les dépenses publiques consacrées aux investissements infrastructurels productifs, en privilégiant les projets de petite envergure capables de stimuler l'emploi à court terme. Ensuite, améliorer les programmes pour attirer les financements privés en infrastructure dans le cadre de partenariats public-privé (les PPP) afin d'améliorer la responsabilité budgétaire. Pour cela, il faut limiter le volume financier global de ces partenariats afin de maîtriser les engagements conditionnels. Les mêmes règles budgétaires et comptables doivent

aussi s'appliquer aux PPP et aux investissements publics. Les décideurs pourront ainsi concentrer leur attention sur les bons projets, au lieu de recourir à l'ingénierie financière pour tenter de

Les transports : un secteur de choix pour les dépenses de relance

resquiller, au mépris des risques. En outre, ils pourraient faire davantage usage d'instruments financiers comme les obligations de projet pour encourager le secteur privé à s'associer au financement des infrastructures de transport.

Enfin, il faut se projeter dans la durée et se préoccuper de la pérennité financière des dépenses d'infrastructure de transport. La question mérite mûre réflexion. Les décideurs devraient privilégier la gestion des actifs sur l'ensemble du cycle de vie de l'investissement. Cela passe d'abord par une

bonne compréhension de la valeur des actifs des transports, puis des dépenses à consentir pour maintenir ces derniers au niveau exigé, pendant plusieurs décennies. Et comme on ne peut miser uniquement sur la fiscalité, il faut réfléchir sérieusement aux moyens d'accroître la contribution des usagers et des bénéficiaires indirects de ces infrastructures – péages, redevances kilométriques, prix des billets – et moins demander aux contribuables.

Le sommet de Leipzig

« Financer les transports » sera cette année le thème du Sommet des ministres des Transports, organisé par le Forum international des transports (FIT) à Leipzig, Allemagne, du 22 au 24 mai 2013. Le FIT est une organisation intergouvernementale rattachée à l'OCDE, à Paris. C'est la seule organisation mondiale qui se consacre à tous les modes de transport. Le FIT, qui regroupe 54 pays membres, est un laboratoire d'idées qui produit des analyses concrètes et des avis sur un large éventail de questions, depuis la sécurité routière jusqu'à la réglementation du transport aérien.

Voir www.internationaltransportforum.org



FOOD FOR
THOUGHT

Global economic power and influence is rapidly shifting east. But the onset of the Asian Century is accompanied by what some observers are calling the Asian Paradox: the fact that the world's fastest growing region is home to almost half the world's extreme poor, and faces major challenges in areas such as health, governance and food security.

At the University of Sydney, our experts are working to find solutions to these real world problems – experts like Robert Park, who is developing new strains of wheat that are resistant to the rust diseases that devastate crops and threaten the food supplies of millions.

It's just one example of the impact our research is having on the world.

Active minds. We change worlds.

For more information, head to

sydney.edu.au

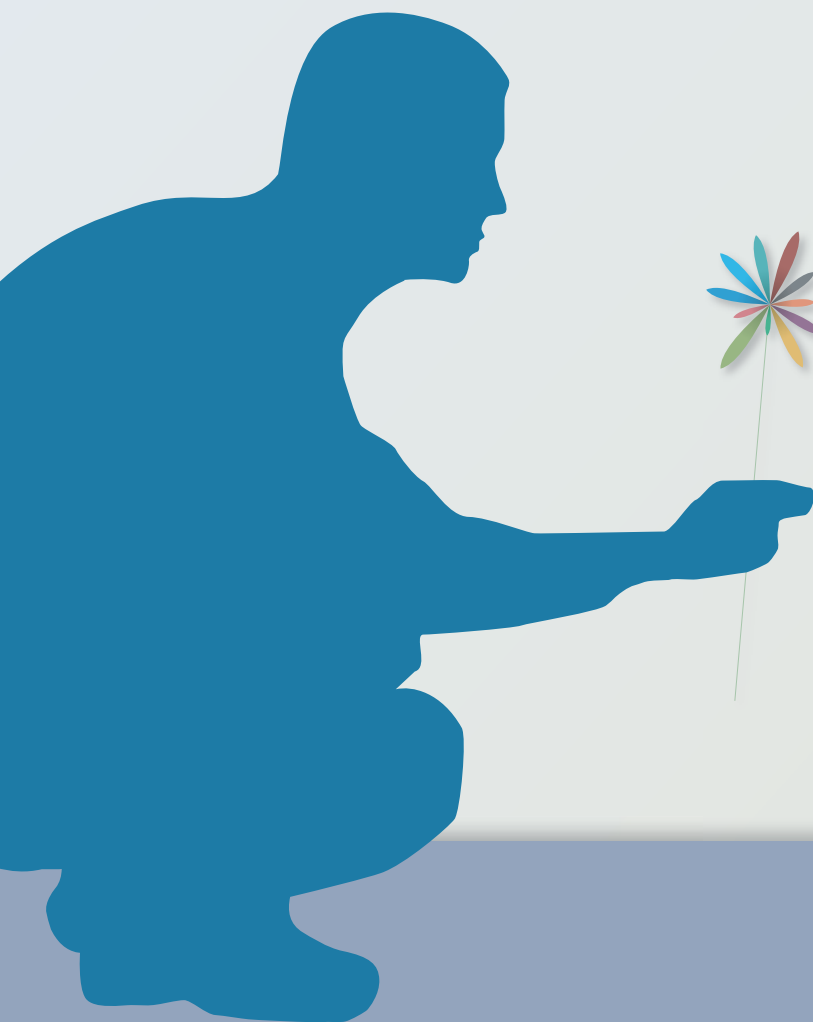
Votre indicateur du vivre mieux

Votre vie ne se résume pas aux froids chiffres du PIB et autres statistiques économiques. Votre indicateur du vivre mieux vous permet de comparer le bien-être dans différents pays, sur la base de 11 thèmes considérés comme essentiels. Chaque pays est représenté par une fleur dont les 11 pétales correspondent à chacun des thèmes. La longueur de chaque pétale indique la performance du pays pour le thème correspondant. La hauteur des fleurs permet d'évaluer les performances globales des pays.

Votre indicateur du vivre mieux vous permet de classer les pays en fonction de l'importance que vous accordez aux 11 différents critères du bien-être. Il vous permet aussi de comparer vos priorités avec celles des autres utilisateurs en fonction de critères géographique, d'âge et de genre, et de partager vos résultats.

Créez votre indicateur du vivre mieux sur :

www.oecdbetterlifeindex.org/fr





Comparez votre qualité de vie avec d'autres pays



Redéfinir l'aide publique au développement

Jon Lomoy, Directeur, Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE

L'aide au développement a reculé de 4 %, en termes réels, en 2012, après avoir subi une contraction de 2 % en 2011. Ce mouvement doit absolument être inversé, mais ce n'est pas le seul problème à résoudre. La question de la mesure de l'aide fait également débat. Comme l'explique Jon Lomoy, il est grand temps de redéfinir le concept d'aide publique au développement, et l'issue de cette discussion aura des conséquences sur l'efficacité des politiques de développement au cours de la prochaine décennie et au-delà.

Les Objectifs du millénaire pour le développement arrivent à échéance en 2015, et le débat sur les politiques et les approches à suivre pour l'après-2015 commence à s'animer. Se pose notamment la question de la définition et de la mesure de l'aide au développement, objet d'un débat redouté et pourtant crucial.



2013

L'aide publique au développement, ou APD, unité de mesure conventionnelle de l'aide au développement bilatérale, celle qui fait généralement les gros titres, est au cœur de la réflexion. Ne nous méprenons pas : l'APD est un instrument important, et le seul moyen systématique dont nous disposons pour évaluer les efforts déployés par les pays donateurs "traditionnels" à l'appui du développement. Ces donateurs, rassemblés au sein du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, dispensent quelque 90 % de l'aide publique bilatérale octroyée aux pays en développement. Mais le monde change, et le financement du développement aussi. Dans ces conditions, faut-il reconsidérer le concept d'APD ? Je pense que nous nous accordons tous sur une réponse positive.

L'APD est critiquée à divers égards. Certains déplorent qu'elle couvre un champ trop large – englobant, au delà des apports financiers aux budgets des pays en développement, des composantes comme les coûts administratifs dans le pays donneur, le coût de l'accueil des réfugiés, etc. Il convient de faire apparaître plus clairement quelle proportion est directement utilisable par les pays pour financer leurs priorités et leurs programmes, et c'est la raison pour laquelle l'OCDE a adopté le concept d'« aide-pays programmable ».

D'autres, en revanche, estiment que la mesure des mouvements de fonds relevant de l'APD donne une vision trop restreinte. Les donateurs mettent en effet en place des dispositifs, notamment sous forme de garanties, de capital exigible, etc., qui ne sont pas pris en compte dans l'APD alors même qu'ils concourent à atténuer les risques d'investissement. Ces mécanismes sont particulièrement nécessaires aujourd'hui, quand un nombre croissant de pays en développement recourent aux prêts, garanties et apports de fonds propres plutôt qu'aux dons pour financer leur croissance économique.

Enfin, la notion d'APD ne rend pas pleinement compte de la complexité et de l'évolution constante des interactions entre les secteurs public et privé.

Tous ces facteurs sont source de décalages entre les chiffres de l'APD en tant que mesure de l'effort des donateurs, et les ressources dont disposent effectivement les pays en

développement pour faire reculer la pauvreté et promouvoir la croissance. C'est pourquoi le CAD de l'OCDE a été mandaté par les ministres pour porter un regard neuf sur la notion de financement au sens large, ainsi que sur le concept et le rôle de l'APD.

Prenons l'exemple des prêts, qui donnent actuellement lieu à de nombreux débats politiques et d'opinion. Ce regain d'attention s'explique notamment par l'augmentation de demandes de prêts de la part des pays en développement eux-mêmes, qui est assurément une

Les donateurs appliquent des méthodes différentes pour déterminer si un prêt est concessionnel

bonne nouvelle car elle signifie que leurs économies se développent. Les prêts ont toujours représenté une part considérable du financement du développement. Il peut s'agir de prêts concessionnels (subventionnés pour la plupart), comme ceux accordés par l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, ou de prêts non concessionnels, consentis par une multitude de donateurs bilatéraux et multilatéraux, dont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement de la Banque mondiale (BIRD).

Une partie du problème tient au fait que les donateurs appliquent des méthodes différentes pour déterminer si un prêt est concessionnel. Certains pays suivent l'approche des banques multilatérales de développement, selon laquelle seuls les prêts subventionnés sont considérés comme concessionnels. D'autres adoptent le point de vue des bénéficiaires, estimant que les prêts doivent être considérés comme concessionnels s'ils sont octroyés à des conditions plus favorables que celles que les pays en développement auraient pu obtenir sur le marché.

Comme l'ancien Président du CAD de l'OCDE, M. Richard Manning, l'a souligné dans sa lettre publiée le 9 avril dans le *Financial Times*, il faut revoir les modes de calcul, s'assurer que les prêts sont réellement concessionnels en référence aux conditions prévalant sur le marché, et étudier si, par exemple, les remboursements d'intérêts doivent être déduits des chiffres totaux de l'APD. Mais il

ne faut pas perdre de vue l'importance, pour les institutions prêteuses, des garanties publiques qui permettent de neutraliser le facteur de risque élevé de certains investissements dans le développement.

Pendant toute la durée du débat, il importera que ces différences – et les données qui les sous-tendent – soient connues du grand public et débattues, notamment dans le but d'élaborer une véritable stratégie pour financer les objectifs qui succéderont aux Objectifs du millénaire pour le développement après 2015.

Étant donné la complexité croissante du financement du développement, l'élargissement du programme de développement à des dimensions comme la capacité, la gouvernance, etc., et la diversité accrue des pays en développement, le débat doit porter aussi bien sur l'aide que sur les autres sources de financement du développement. Il ne peut être question de choisir entre les unes et les autres, et les discussions autour de ces dernières ne sauraient servir d'alibi aux donateurs pour se soustraire à leurs très importants engagements.

À mesure que nous nous rapprochons de 2015, les donateurs membres du CAD de l'OCDE s'accordent tous sur la nécessité de conclure ce débat, et de rechercher des moyens novateurs pour mesurer et promouvoir le financement du développement. Il nous faut pour cela œuvrer ensemble ainsi qu'avec d'autres acteurs de premier plan – pays en développement, Nations unies, Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI) et autres institutions financières internationales – pour nous doter d'ici à 2015 d'un système solide de mesure du financement du développement.

Pour pouvoir naviguer sereinement dans le monde de l'après-OMD, le CAD de l'OCDE doit continuer à être une source essentielle de données fiables et transparentes sur le financement du développement.

Références

- Manning, Richard (2013), « OECD is ignoring its definition of overseas aid », *Financial Times*, 9 avril.
 Provost, Claire and Mark Tran (2013), « Value of aid overstated by billions of dollars as donors reap interest on loans », *The Guardian*, 30 avril.

Nestlé

et les défis nutritionnels mondiaux

Les problèmes de sous-nutrition et d'obésité affectent actuellement la santé, le bien-être et les moyens de subsistance de près de la moitié de la population mondiale, et leur présence simultanée est qualifiée de "double fardeau" de la malnutrition.

En tant que leader mondial de la Nutrition, de la Santé et du Bien-être, nous avons une opportunité unique de prévenir tout type de malnutrition auprès de nos consommateurs. Dans ce contexte, Nestlé a défini des actions pour traiter cinq défis nutritionnels clés:

- Faire progresser la science pour résoudre les problèmes nutritionnels mondiaux
- Aider les mères à donner à leurs enfants le meilleur départ possible dans la vie
- Aider les familles à satisfaire leurs besoins nutritionnels
- Contribuer à satisfaire les besoins nutritionnels des populations des pays émergents
- Contribuer à satisfaire les besoins des personnes âgées et de celles ayant des besoins nutritionnels spécifiques



Plus d'information dans notre dernier rapport Nestlé et la société: Création de valeur partagée et respect de nos engagements 2012

<http://www.nestle.com/csv>



Interdiction européenne des rejets de poissons

Quel est l'appât ?

Carl-Christian Schmidt, Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE



REUTERS/Pascal Rossignol

L'UE recueille l'approbation générale pour avoir interdit, en février 2013, les rejets de poissons en mer : pourquoi ?

Comme la pêche à la mouche, la pêche en mer est devenue un art. Avec presque toutes les techniques de pêche, le pêcheur attrape des poissons dont il ne veut pas, ou n'a pas le droit de pêcher parce qu'ils sont trop petits ou appartiennent à une espèce pour laquelle il ne détient pas de quota. Parfois, les pêcheurs sont autorisés à rejeter ces poissons en mer, pratique appelée « rejet ».

Ces rejets peuvent représenter une forte proportion de la capture totale, comme dans certaines pêcheries crevettières où les prises indésirables peuvent atteindre 90 % du volume total. Bien que l'utilisation d'engins de pêche ou le savoir-faire des pêcheurs permettent de les réduire, il est impossible d'éviter complètement ces captures superflues.

Les mesures réglementaires comme les fermetures saisonnières ou par zone sont utiles, mais elles ne sont, hélas, pas suffisantes pour résoudre le problème. Certaines espèces se déplaçant ensemble, même le pêcheur le plus expérimenté, utilisant la technologie la plus performante, ne peut éviter de prendre certains poissons non désirés (ou non autorisés).

Un poisson capturé est pratiquement voué à une mort certaine parce qu'il est hors de l'eau ou blessé pendant l'opération de pêche. Nul ne voudrait être à la place du premier hareng pris dans un filet tiré sur des kilomètres, écrasé sous des tonnes d'autres poissons.

Les rejets gaspillent les ressources. Une interdiction européenne, adoptée en février 2013 par les ministres de la Pêche des États membres, entrera graduellement en vigueur, en commençant par la mer du Nord en 2014. En 2019, toutes les pêches de l'UE seront concernées, à quelques exceptions près. L'interdiction des rejets est positive à plusieurs égards. En premier lieu, il est absurde et

éthiquement discutable de jeter de précieuses protéines de poisson comestibles, outre que cela pose un problème économique. Les rejets peuvent aussi compliquer sérieusement la gestion du stock de poissons, puisque le volume total de la production halieutique n'est pas connu. D'où des lacunes dans les données et informations requises pour une gestion durable et responsable des pêches.

Certains prétendent qu'il n'existe pas de marché pour écouler les poissons jugés indésirables. Cela peut être vrai dans certains cas. Mais le plus souvent, les poissons ne sont pas rejetés parce qu'ils n'ont pas de valeur, mais parce que le pêcheur peut faire des bénéfices plus élevés en ne gardant que les plus prisés.

L'intérêt est donc là : n'importe quel poisson ou presque peut être transformé en farine ou en huile de poisson, ingrédients clés dans l'alimentation animale et piscicole, ainsi que dans l'industrie pharmaceutique. De plus, vu la forte demande de ces produits dans l'aquaculture, il existe peut-être déjà un marché pour les poissons « indésirables » ramenés à terre.

De nombreuses zones de pêche sont surexploitées dans le monde, et peu rentables pour les pêcheurs. Il est indispensable de gérer efficacement les pêches pour améliorer la situation économique de ces communautés. Réduire les incitations à rejeter des prises, en supprimant les obstacles réglementaires et en trouvant des approches de marché qui augmentent la valeur de tous les poissons capturés, peut faire partie de la solution.

L'interdiction des rejets par l'UE va dans le bon sens : elle favorise la croissance verte car elle améliore l'utilisation des ressources et la gestion des stocks. Il importe cependant de poursuivre l'action visant le redressement des pêches internationales et de mettre en œuvre des réformes en vue de les pérenniser.

Voir www.oecd.org/fr/tad/pecheries

Des essais cliniques pour de meilleures politiques de la santé

Susan B. Shurin, Docteur en médecine, Directrice adjointe du National Heart, Lung, and Blood Institute (NHLBI), National Institutes of Health, Bethesda, Maryland, États-Unis



Mario Beauregard/Fotolia.com

Une recommandation récente de l'OCDE sur la gouvernance des essais cliniques, parue en décembre 2012, pourrait contribuer à la lutte contre les maladies mortelles partout dans le monde. Voici comment.

Cancer rare de la moelle épinière, la leucémie myéloïde chronique (LMC) était, il y a encore dix ans, synonyme de condamnation à mort, à moins de subir une transplantation de moelle épinière compatible. En 1996, des chercheurs ont montré qu'une molécule cultivée en

laboratoire détruisait sélectivement les cellules cancéreuses sans endommager les cellules saines. Deux ans plus tard, les premiers rapports sur les 31 patients traités avec cette molécule étaient publiés, avec des résultats spectaculaires.

Cette avancée impressionnante, qui a changé les perspectives des malades, n'aurait pu se produire sans essais cliniques. Avec l'allongement de l'espérance de vie partout dans le monde, et les risques de handicaps lourds qui l'accompagnent, l'importance des essais cliniques devrait

encore croître dans les années à venir. Cependant, ils ne sont pas sans difficultés. L'OCDE a adopté récemment une Recommandation sur la gouvernance des essais cliniques afin de définir un nouveau cadre de surveillance de ces essais, notamment ceux financés par des fonds publics ou des dons*. Pourquoi avoir adopté cet outil, et quels résultats peut-on en espérer ?

Des risques inégaux

Les essais cliniques sont des expériences rigoureusement conçues, au cours desquelles des volontaires acceptent de tester une nouvelle thérapie ou d'être assignés au hasard à l'un des traitements possibles, dont les effets bénéfiques et néfastes sont étudiés à la loupe. L'objectif est de réunir suffisamment de preuves pour orienter la pratique médicale et les politiques de santé publique. Les essais cliniques représentent une étape incontournable de la production de nouveaux médicaments et de l'évaluation des traitements existants. Ils améliorent la santé et la qualité de vie, contribuent à l'économie nationale et guident la législation et la réglementation. Ces avantages concernent autant les maladies courantes que les pathologies rares.

Reprenons l'exemple de la LMC. Au cours des cinq années suivantes, de multiples études ont confirmé l'efficacité du médicament, aujourd'hui appelé Gleevec™. En 2013, les transplantations de moelle épinière sont rarement pratiquées sur les patients atteints de LMC, dont le taux de survie est plus élevé. Comment cela a-t-il été possible ? Des chercheurs américains, financés par les fonds publics des National Institutes of Health (NIH), ont travaillé avec une entreprise pharmaceutique, Novartis, de la conception de la molécule au traitement. Des patients de partout dans le monde reçoivent désormais du Gleevec™. Celui-ci a été approuvé grâce à des essais cliniques rigoureux, au cours desquels des malades ont accepté de recevoir un traitement expérimental encore non testé. Ils ont pris des risques importants car personne ne savait si le médicament marcherait et s'il aurait des effets secondaires néfastes. Lors d'essais ultérieurs,

le Gleevec™ a été proposé parmi d'autres thérapies, mais dans ce cas, les patients prennent moins de risques car les effets des médicaments sont déjà connus. Toutefois, la LMC étant une pathologie rare, les études internationales sont essentielles pour effectuer les tests sur un nombre de patients suffisant pour obtenir des résultats significatifs.

Les maladies plus courantes bénéficient aussi d'essais cliniques. À peu près au moment où commençaient les études sur le Gleevec™, 3 234 personnes en bonne santé ayant un risque élevé de développer un diabète de type 2 ont accepté de prendre part à un essai clinique afin de voir si le diabète pouvait être évité. Un tiers des participants n'a reçu aucun traitement, un tiers a reçu un médicament antidiabète approuvé et commercialisé (la metformine) et le dernier tiers a suivi un régime et des exercices physiques. Quatre ans plus tard, on a constaté que ce dernier tiers avait moitié moins de risque de développer un diabète que celui n'ayant suivi aucun traitement. La metformine a aussi permis de réduire ce risque, mais dans de moins grandes proportions que le régime et l'exercice. Cette étude, financée par les contribuables américains, a été menée dans 27 lieux différents.

À l'échelle mondiale, environ 370 millions de personnes souffrent de diabète. L'OMS estime qu'elles seront 552 millions d'ici 2030. Les résultats de l'étude américaine pourraient-ils s'appliquer ailleurs, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Inde et en Afrique du Sud par exemple ? Des essais cliniques dans ces pays pourraient nous éclairer.

Reste à savoir comment harmoniser les approches et mieux comparer les résultats pour améliorer les politiques. Chaque pays a ses propres lois et règles concernant les essais cliniques. Après la Seconde Guerre mondiale, toutes les nations ont adopté certains principes de base pour une recherche éthique. Des principes directeurs sont énoncés dans le Code de Nuremberg et la Déclaration d'Helsinki, tandis que de nombreux pays ont publié des rapports complémentaires, tels que le rapport

Belmont aux États-Unis, qui recensent des règles communes (voir les références). Celles-ci sont codifiées et mises en œuvre différemment selon les pays et les régions, mais s'appliquent à tous. Si la recherche scientifique comporte des risques pour les participants, son absence génère des risques bien plus grands encore pour l'humanité. Parmi les exemples de traitements introduits sans preuves suffisantes, on peut citer le thalidomide, qui, prescrit à des femmes enceintes, entraînait de graves malformations congénitales ;

Si la recherche scientifique comporte des risques pour les participants, son absence génère des risques bien plus grands encore

l'administration de fortes doses d'oxygène aux prématurés, qui provoquait la cécité ; et le recours à la mastectomie radicale puis la transplantation de moelle épinière chez les patientes atteintes d'un cancer du sein, avec pour conséquences une toxicité majeure et un bénéfice nul.

Étant donné la diversité des lois et réglementations, il existe souvent des obstacles à la réalisation de recherches internationales. Les règles édictées pour encadrer la protection des participants et définir les responsabilités peuvent empêcher les collaborations. Tous les essais cliniques n'entraînent pas des risques similaires. Les traitements non testés peuvent engendrer des risques importants pour les participants et engager la responsabilité des bailleurs de fonds, tandis que les essais sur des thérapies reconnues (comme l'étude sur le diabète précédemment citée) ne comportent que peu ou pas de risques pour les participants. Les cadres réglementaires existants s'appuient souvent sur les mêmes obligations administratives, quel que soit le risque, et la responsabilité des bailleurs de fonds peut être significative.

Sur quoi porte la nouvelle Recommandation de l'OCDE ? Les systèmes de santé et les infrastructures de la recherche clinique sont très variables, notamment entre pays à revenus élevés et faibles. De nombreux

obstacles structurels à la réalisation d'essais internationaux peuvent exister, à cause notamment de définitions, responsabilités et obligations de surveillance différentes. L'initiative de l'OCDE constitue une étape majeure dans l'élaboration d'un cadre de gouvernance des essais cliniques. Elle définit une méthodologie de surveillance et de gestion basée sur les risques, associant les catégories de risque fixées à partir de l'autorisation de mise sur le marché du produit concerné à la démarche des essais cliniques, qui repose sur des critères tels que le type de participants aux essais et leur consentement éclairé.

En d'autres termes, en plus de faciliter la réalisation d'essais cliniques internationaux, la Recommandation de l'OCDE contribue à simplifier les procédures pour les essais peu risqués, tout en renforçant la protection des participants, en améliorant la qualité des données et en renforçant la crédibilité des résultats. Elle résout aussi l'épineux problème de la recherche d'une méthode éprouvée d'évaluation du risque subi par les participants à un essai clinique, et donc la responsabilité du bailleur de fonds en cas d'indemnisation et de soins aux participants.

Tous concernés

En décembre 2012, tout un volume du *Lancet* était consacré à la charge mondiale des maladies, et démontrait que l'espérance de vie était plus longue mais supposait des handicaps importants pendant les dix dernières années de vie dans la plupart des pays. Ni la qualité de vie, ni notre économie mondiale ne peuvent se permettre de continuer dans cette voie.

En effet, la science, la santé et les maladies sont désormais partagées à l'échelon mondial. La recherche biomédicale nécessite beaucoup de moyens. Les données réunies dans un pays sont utilisées dans d'autres, parfois sans étude adéquate. Les recherches internationales sont essentielles, notamment sur les maladies nécessitant beaucoup de participants et de lieux pour obtenir des réponses statistiquement fiables. Il est impossible de ne mener que des études nationales pour les maladies rares, comme le montre l'exemple flagrant du trioxyside

d'arsenic utilisé contre la leucémie aiguë promyélocitaire, un traitement découvert en Chine, étudié partout dans le monde et qui bénéficie maintenant à des patients sur chaque continent. Quelles que soient les

La science, la santé et les maladies sont désormais partagées à l'échelon mondial

ressources disponibles, tous les pays doivent participer à des projets scientifiques communs afin d'obtenir un bénéfice maximum.

Les recommandations de l'OCDE sont destinées à faciliter la collaboration, optimiser les investissements et permettre à toutes les nations d'améliorer la santé de leurs citoyens ainsi que leur situation économique. Elles contribuent également au progrès technologique tout en permettant des vies plus longues, en meilleure santé et plus productives.

Références

Recommandation 2012 de l'OCDE sur la gouvernance des essais cliniques et son memorandum explicatif : www.oecd.org/sti/sci-tech/oecd-recommendation-governance-of-clinical-trials.pdf

Voir www.oecd.org/fr/sante

The Lancet (2012), The Global Burden of Disease Study 2010, 13 décembre. Voir www.thelancet.com/themed/global-burden-of-disease

National Commission for the Protection of Human Subjects of Biomedical and Behavioral Research (NCPHSBBR) (1979), « The Belmont Report: Ethical Principles and Guidelines for the Protection of Human Subjects of Research », www.hhs.gov/ohrp/humansubjects/guidance/belmont.html

Code de Nuremberg (1949), *Trials of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals Under Control Council Law No. 10*, vol. 2, pp. 181–182, US Government Printing Office, Washington DC, voir : history.nih.gov/research/downloads/nuremberg.pdf.

Association médicale mondiale (AMM) (1964/2008), Déclaration d'Helsinki, www.wma.net/en/30publications/10policies/b3/index.html

* Cette recommandation résulte des efforts considérables d'un groupe d'experts internationaux admirablement dirigé par le professeur Jacques Demotes, d'ECRIN (France), et organisé par Frédéric Sgard, du secrétariat du Forum mondial de la science de l'OCDE.

DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

La littératie, un atout pour la vie



Consultez l'ouvrage et commandez-le sur
www.oecd.org/librairie



Leçons aux éducateurs

Andreas Schleicher, Directeur adjoint, Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE, et conseiller spécial du Secrétaire général chargé de la politique de l'éducation



Picsfive. Licence accordée à Shutterstock.com

Quels sont les principaux problèmes à prendre en compte pour concevoir les politiques éducatives, ou simplement essayer d'améliorer les programmes d'apprentissage ? Voici quelques réflexions personnelles sur le sujet.

1. Dans l'économie mondiale, la réussite en matière d'éducation ne se mesure

plus seulement par rapport à des normes locales ou nationales, mais par rapport aux systèmes les plus performants au niveau international.

Grâce à la diversité et l'interconnexion croissantes des populations, la rapidité du progrès technologique au travail et dans la vie quotidienne, et l'accès instantané à une masse d'informations, tous les travaux qui peuvent être automatisés ou numérisés

peuvent maintenant être effectués par les individus ou les entreprises les plus efficaces et les plus compétitifs, où qu'ils se trouvent. Le savoir et les compétences sont devenus la monnaie mondiale du XXI^e siècle.

2. Les compétences les plus faciles à enseigner et à évaluer sont également celles qui sont les plus faciles à numériser, automatiser et externaliser.

À une époque où vous pensiez encore que ce que vous appreniez vous serait utile toute votre vie, le contenu de l'enseignement et les compétences cognitives habituelles étaient au cœur de l'éducation. Aujourd'hui, alors que les contenus sont accessibles sur Google, que les compétences cognitives ordinaires sont en train d'être numérisées ou externalisées et que les emplois évoluent rapidement, il est important de permettre

Sans investissements suffisants dans les compétences, les gens restent en marge de la société

aux individus de devenir des apprenants à vie, de gérer des modes de pensée et de travail complexes, et de vivre en citoyens actifs et responsables dans un monde pluriforme.

3. La privation ne devrait pas être un destin. L'égalité dans l'éducation est aussi la clé de la mobilité sociale et de la démocratisation du savoir.

Certains des systèmes éducatifs les plus avancés sont associés à des niveaux d'inégalité des revenus et d'hétérogénéité sociale bien plus élevés que, par exemple, celui des États-Unis. Ces systèmes sont capables de modérer les inégalités en attirant les enseignants les plus talentueux dans les classes les plus difficiles et les chefs d'établissement les plus compétents dans les écoles les plus défavorisées, confrontant ainsi tous les élèves à de hauts niveaux d'exigence et à un enseignement d'excellence. Ils favorisent de nouvelles formes d'enseignement adaptées aux apprenants, quel que soit leur milieu d'origine, de manière à favoriser leurs progrès. Dans le passé, l'objectif était la normalisation et la conformité ; aujourd'hui, il s'agit d'être ingénieux et de personnaliser les expériences éducatives.

4. L'éducation moderne doit permettre l'autonomie professionnelle dans une culture de la collaboration.

Dans l'ancien système éducatif bureaucratique, les enseignants étaient souvent livrés à eux-mêmes dans les classes, avec beaucoup de directives sur le contenu de leur enseignement. Les systèmes éducatifs les plus performants fixent des

objectifs ambitieux, établissent clairement ce que les élèves doivent être capables de faire, puis fournissent aux enseignants les outils leur permettant de définir un contenu et des instructions personnalisés. Dans le passé, il s'agissait de transmettre une sagesse ; à l'avenir, il s'agira de faire émerger cette sagesse chez l'utilisateur.

Dans le passé, la politique se concentrait sur la fourniture de l'éducation. Aujourd'hui, l'accent est mis sur les résultats : il ne s'agit plus de regarder en haut, vers la bureaucratie, mais de regarder vers l'extérieur, vers les autres enseignants et établissements.

Autrefois, on insistait sur la gestion des établissements. Aujourd'hui, c'est le leadership, autrement dit le soutien, l'évaluation et le développement de la qualité des enseignants, qui importent. Ceci passe par la coordination des programmes d'enseignement, le suivi et l'évaluation des pratiques des enseignants, la promotion de leur développement professionnel, et le soutien à une culture du travail collaboratif.

5. Il n'y a pas d'avenir sans investissement dans l'éducation.

Sans investissements suffisants dans les compétences, les gens restent en marge de la société, le progrès technologique ne se traduit pas en croissance de la productivité et les pays ne sont plus compétitifs dans une économie mondiale de plus en plus fondée sur le savoir. À long terme, nous ne sortirons pas de la crise par la relance économique ou monétaire. La seule sortie durable passe par la croissance, ce qui suppose de donner à un plus grand nombre d'individus les compétences nécessaires pour être compétitifs, collaborer et échanger, de manière à faire avancer nos économies et nos sociétés.

Dans beaucoup de pays relativement pauvres en ressources naturelles, l'éducation est performante et son importance est reconnue, au moins en partie, parce que l'opinion publique a compris que le pays doit vivre grâce à son savoir et à ses compétences. Pour bâtir un système éducatif et une économie de classe mondiale, il est peut-être nécessaire d'accorder une grande

valeur à l'éducation. Peut-être les pays qui n'ont pas été contraints de vivre de leur matière grise par le passé ne pourront

Dans le passé, l'objectif était la normalisation ; aujourd'hui, il s'agit de personnaliser les expériences éducatives

réussir, du point de vue économique et social, que si leurs dirigeants politiques leur expliquent qu'ils doivent dorénavant compter sur leur intelligence pour vivre.

Le monde est devenu indifférent à la tradition et aux réputations établies, implacable envers la fragilité, et ignorant des us et coutumes. Le succès ira aux individus et nations prompts à s'adapter, lents à se plaindre et ouverts au changement. La tâche, pour les éducateurs et pour les responsables publics, sera de faire en sorte que leur pays soit à la hauteur de l'enjeu.

Adapté de www.thefivethings.org/andreas-schleicher.
Remerciements à la Fondation Pearson.

Commandez dès maintenant !

Pour un bon départ

Sur www.oecd.org/librairie



GÉREZ

des millions de clients
individuellement.

Imaginez un instant que vous puissiez entretenir une relation privilégiée avec chacun de vos clients, aussi nombreux soient-ils. Avec les solutions analytiques SAP, d'immenses volumes de données structurées ou non sont transformés en un puissant outil d'intelligence prédictive qui vous permet d'étonner vos clients, d'aller au-devant de leurs désirs. Où qu'ils soient, en magasin, en ligne ou sur une application, ils ressentiront ainsi l'attention particulière que vous leur portez.

Avancez plus que jamais sur saprulikeneverbefore.com/france

PLUS DE RÉSULTATS.

SAP

Babel, la vie ?

L'avenir est polyglotte et multiculturel

Reuters/Luke MacGregor



Une Tour de Babel d'images à Trafalgar Square, Londres

« Les limites de ma langue sont les limites de mon monde », disait Wittgenstein. Cela vaut pour l'anglais, la *lingua franca* internationale. En 2006, le British Council prédisait un avenir difficile aux diplômés anglophones monolingues ; ceux-ci doivent faire face à des jeunes qualifiés multilingues provenant de tous pays, détenteur d'un avantage compétitif (...) dans les entreprises multinationales.

Le centre de gravité économique du monde se déplace et redessine le paysage linguistique. Dans la publication *Les grandes mutations qui transforment l'éducation*, l'OCDE rappelle que l'anglais, longtemps hégémonique sur Internet, partage désormais la Toile avec quelque 250 langues, les cinq principales étant l'anglais, le chinois, le japonais, le portugais et l'espagnol.

Le mandarin est actuellement la langue la plus parlée au monde devant l'anglais, l'espagnol, l'hindi, l'arabe, le bengali, le russe, le portugais, le japonais, l'allemand et le français. Tandis que le nombre relatif de locuteurs de langue maternelle anglaise est voué à reculer, celui des locuteurs de langue maternelle espagnole, hindi, et arabe explose. Au siècle prochain, la proportion de locuteurs parlant l'anglais sans être anglophones de naissance prendra le pas sur celle des locuteurs natifs.

Mieux maîtriser les langues pour répondre aux besoins du marché du travail européen et sortir des affres de la crise : tel est le credo d'Androulla Vassiliou, Commissaire

européenne à l'éducation, à la culture, au multilinguisme et à la jeunesse. En 2011, seuls 42 % des Européens âgés de 15 ans maîtrisaient leur première langue étrangère ; de très fortes disparités existaient entre la Suède (82 %) et la Grande-Bretagne (9 %).

Or, face au durcissement de la concurrence mondiale, la détention de solides compétences linguistiques constitue un impératif majeur. Une étude menée auprès d'un échantillon de 2 000 PME a conclu que 11 % d'entre elles avait perdu des contrats du fait de connaissances linguistiques insuffisantes. 37 sociétés ont perdu des contrats d'une valeur globale de 8 à 13,5 millions d'euros, et 54 sociétés ont vu des contrats potentiels non concrétisés, représentant une perte de valeur de 16,5 à 25,3 millions d'euros. Les PME dotées d'une stratégie linguistique ont réalisé 44 % d'exportations supplémentaires par rapport aux PME non pourvues.

Mais l'enjeu des langues ne concerne pas seulement les PME. En mars 2006, Amazon a annoncé le transfert de son centre européen de service à la clientèle du Royaume-Uni en Irlande, pour bénéficier de meilleures compétences linguistiques. Plus généralement, savoir gérer la diversité culturelle et la complexité linguistique constitue un atout décisif pour les grandes entreprises. A l'inverse, d'après l'étude ELAN, celles qui ne sont pas dotées d'une stratégie linguistique ont tendance à échouer dans la gestion des problèmes de communication

au quotidien. Le coût de la barrière des langues, rapporté à un équivalent tarifaire, représenterait entre 15 et 22 % d'un prix. D'autres estimations sont inférieures, et varient d'un secteur à l'autre.

En 2007, le rapport intitulé *Languages in crisis: A rescue plan for Australia* considéra l'absence de compétences linguistiques comme une menace pour l'économie australienne : « Pour que notre nation continue à prospérer, nous devons renforcer nos liens avec le reste du monde, c'est-à-dire améliorer nos compétences linguistiques et notre compréhension des autres cultures ». Or, tandis que l'Asie englobe 70 % des plus importants marchés d'exportation australiens, moins de 3 % des étudiants apprennent une langue asiatique. L'étude des langues n'a cessé de chuter depuis les années 1960, et, à l'instar d'autres pays, les programmes linguistiques ont fait l'objet de coupes budgétaires.

Le rapport *Les grandes mutations qui transforment l'éducation* s'interroge : « Nos systèmes éducatifs dotent-ils les étudiants des perspectives et des compétences (notamment linguistiques) nécessaires à une coopération internationale réussie ? ». L'enseignement supérieur n'est-il pas censé nous aider à comprendre l'étranger et l'étranger ? Selon David Lammy, sans l'enseignement des langues modernes, une université perd la majeure partie de sa capacité d'ouverture sur l'extérieur, voire de son universalité ; or elle se doit de rester vigilante. Pour paraphraser Chomsky, « une culture enfermée dans le giron d'une langue confortable et réconfortante se prive des énergies créatrices qui sont source de vie – et, partant, du monde alentour ».

Chomsky rappelle que l'aptitude linguistique ne consiste pas à opposer une réponse donnée à une situation ; elle est une compétence à part entière. Le dialogue ne doit pas être l'instrument d'une victoire mais l'artisan d'une ouverture – un échange fécond dont Chomsky donne une parfaite illustration dans *Language and creativity*, en revisitant la crise des missiles de Cuba (1961). L'ouverture plutôt que la polarisation, ou selon les mots de Kennedy : « Si quelqu'un écrit sur le sujet, (...) qu'il comprenne que

Naître fille : mauvais karma ?

nous avons fait tout notre possible (...) pour donner à notre adversaire une certaine latitude ».

Gusdorf rejoint Chomsky : l'usage d'une langue nous permet d'être en quête de nous-mêmes et de l'autre. Réfuter et s'imposer importent peu. Seuls comptent la réciprocité, l'émulation, l'enrichissement du débat d'idées. L'objectif, c'est l'autre. Pour le finlandais Samuli Paronen, « les vrais vainqueurs ne se posent pas en rivaux ». On notera que les Finlandais, bien que fort brillants aux tests PISA, n'ont jamais cherché à avoir le meilleur (ou l'un des meilleurs) systèmes éducatifs au monde. En revanche, ils ont assurément appris au contact des autres, et œuvré en faveur de l'apprentissage mutuel.

Les Finlandais se montrent aussi particulièrement créatifs et inventifs. Depuis quelques années, les recherches consacrées aux liens (potentiels) entre l'apprentissage des langues et les compétences du 21^e siècle (créativité, esprit critique, collaboration ou communication) se sont multipliées. Dans l'ouvrage *Multilingualism and creativity*, Kharkhurin défend l'idée que le multilinguisme est un catalyseur du potentiel de créativité individuelle.

Il y a un an, l'OCDE a publié un livre passionnant intitulé *Languages in a Global World: Learning for Better Cultural Understanding*. Plus à propos que jamais, cet opus sur l'état du monde se fait le chantre de la diversité, en écho au poème de Victor Segalen « Conseils au bon voyageur » :

« Ville au bout de la route et route prolongeant la ville :
ne choisis donc pas l'une ou l'autre, mais l'une et l'autre bien alternées. (...)
Garde bien d'élire un asile. (...)
Ainsi, sans arrêti ni faux pas, sans licol et sans étable, sans mérites ni peines, tu parviendras, non point, ami, au marais des joies immortelles,
Mais aux remous pleins d'ivresses du grand fleuve Diversité. » Anne-Lise Prigent

La version originale de cet article (en anglais) est sur le blog www.oecdinsights.org

L'OIT estime qu'au moins 2,45 millions de personnes dans le monde sont actuellement victimes d'exploitation au travail, et qu'en outre 1,2 million font l'objet d'un trafic d'êtres humains chaque année, tant au niveau international que dans leur propre pays. Parmi elles, 80 % sont des femmes et des filles, selon l'ONU.

La traite d'êtres humains et l'esclavage sont des activités illégales extrêmement lucratives, arrivant en troisième position après le trafic d'armes et de drogue au niveau mondial. C'est ce qu'indique une estimation onusienne souvent citée – même si l'ONU n'indique pas de source précise, peut-être à cause de la difficulté à obtenir des données sur les activités criminelles inhérente au sujet, ou parce que les estimations incluent d'autres activités comme le convoi illégal d'immigrés dans un pays. Le département d'État américain définit la traite des êtres humains comme tout comportement criminel lié au travail forcé et à l'exploitation d'êtres humains à des fins sexuelles, fondamentalement tout comportement visant à réduire ou à maintenir une personne en état de servitude.

Pourquoi la traite des êtres humains perdure-t-elle, et pourquoi les femmes en sont-elles les premières victimes ? Économie, culture et traditions, les explications sont multiples. En ce qui concerne l'économie, la situation peut être appréhendée au plan local comme au plan international. La traite et l'esclavage moderne sont mus par les mêmes rouages qui sous-tendent d'autres aspects de la mondialisation, comme la mobilité accrue, le moindre coût des déplacements et la facilité d'organisation de réseaux internationaux. La traite des femmes et des jeunes filles est alimentée par la pauvreté (selon certaines estimations

de l'ONU, près de 70 % des pauvres dans le monde sont des femmes) et l'absence de perspectives. Mais les normes sociales qui considèrent les femmes comme des êtres inférieurs, la religion notamment, jouent également un rôle. D'après la Banque mondiale, la prostitution féminine dans la région du Mékong serait en partie liée au fait que, selon le bouddhisme Theravada, les femmes et les filles sont incapables d'atteindre le stade de l'illumination. Alors que les hommes peuvent témoigner gratitude et respect à leurs parents en devenant moine et en suivant la voie de la spiritualité, beaucoup de jeunes femmes pensent qu'elles doivent se sacrifier pour le bien de leur famille, de leur village et pour leur propre karma.

Comme le souligne un petit guide publié par l'OCDE, la traite des êtres humains va souvent de pair avec les violations des droits humains fondamentaux – droit à l'autonomie personnelle, droit de ne pas être tenu en esclavage ou en servitude, droit à la liberté et à la sûreté de sa personne, droit de ne pas subir de traitement cruel ou inhumain, droit à la sécurité et à l'hygiène dans le travail et droit de circuler librement. Les gouvernements eux-mêmes peuvent être fautifs car, souvent, ils choisissent d'emprisonner, de poursuivre ou d'expulser les personnes victimes de la traite d'êtres humains au motif, par exemple, qu'elles contreviennent aux lois sur l'immigration, la prostitution ou la mendicité. Les autorités ne voient parfois dans les victimes que des témoins jetables dont la seule valeur est leur utilité dans la lutte contre les trafiquants. Patrick Love

Ceci est un extrait adapté. Pour accéder à la version complète, voir www.oecdinsights.org. Voir également www.oecd.org/parite

Commandez dès maintenant !

Défis migratoires

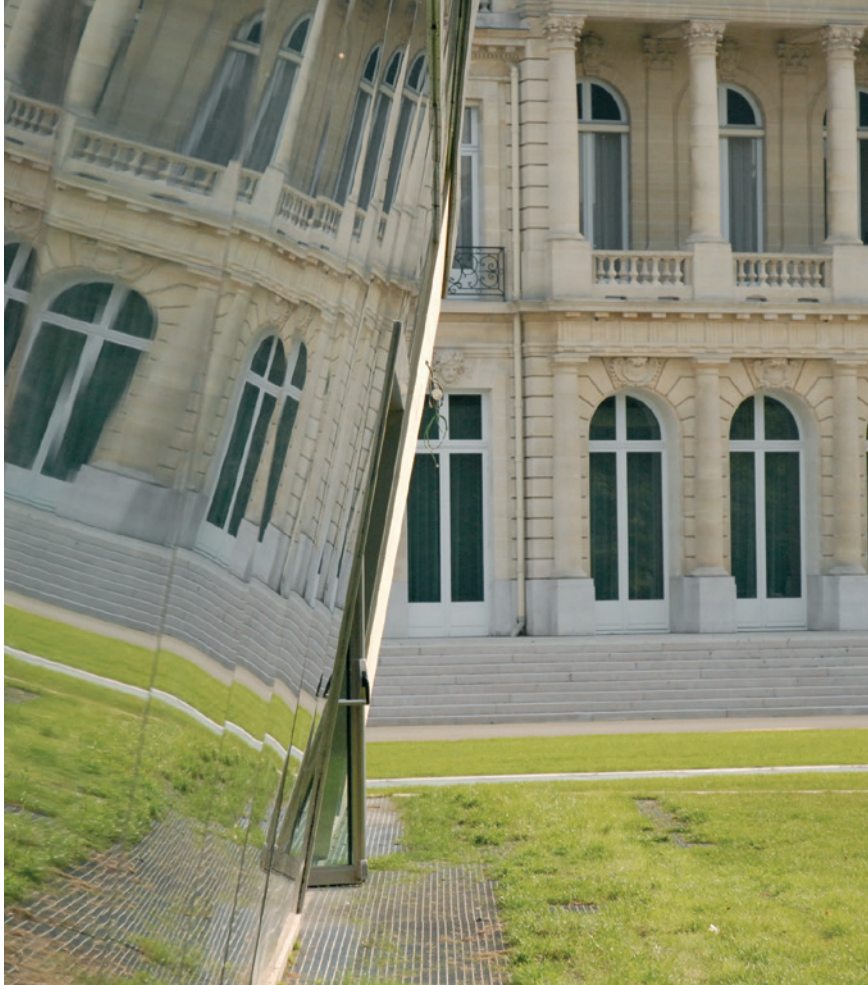
Sur www.oecd.org/librairie



Dire la vérité au pouvoir

Réflexions sur l'avenir de l'OCDE

Ron Gass*



OCDE/John Tarver

L'OCDE s'est muée en guide pour les politiques publiques – nationales, régionales et locales – les plus diverses, avec l'objectif affiché de promouvoir le progrès humain. Mais, dans son évolution actuelle, prend-elle une voie nouvelle ou reste-t-elle captive de son passé ?

Pour répondre à cette question, il importe de comprendre l'alchimie institutionnelle qui a permis à l'OCDE de se réinventer à mesure que la problématique mondiale a changé. Après cinq ans de recherche, Carroll et Kellow y sont parvenus. Ce qui caractérise l'OCDE, disent-ils, c'est l'engagement

profond des comités composés de délégués nationaux dans la quête de la « vérité ». Un éminent diplomate japonais a déclaré un jour : « Lorsque je participe aux réunions d'autres organisations internationales, mon esprit est en mode négociation ; quand je viens à l'OCDE, je suis en mode réflexion. »

Sur la scène nationale, le simple fait de soulever de nouvelles questions stratégiques se heurte à des obstacles politiques. L'OCDE offre davantage de liberté pour éprouver de nouveaux moyens d'action, les porter au stade de la bonne pratique et mettre ensuite en œuvre la procédure consistant à « montrer du doigt », dont l'aboutissement est (selon les termes

de Carroll et Kellow) « l'apprentissage épistémique ».

On peut comprendre ceux qui regrettent que l'OCDE n'édicte pas davantage de règles « obligatoires », à l'instar de l'Organisation mondiale du commerce ou de l'Organisation internationale du travail. Elle a certes élaboré des codes et conventions juridiquement contraignants, mais elle privilégie le pouvoir discret de la pression

« La vérité, c'est que tous les grands acteurs de l'économie mondiale sont confrontés au même problème

des pairs et de la persuasion. Ce n'est pas sans intérêt. La loi est souvent plutôt le fruit de l'expérience que de l'anticipation. Or, la complexité et le caractère politiquement sensible des arbitrages entre objectifs économiques, environnementaux et sociaux font du « pouvoir de convaincre » un avantage, surtout compte tenu du rôle important que de nouveaux pays viennent jouer dans l'économie mondiale.

De la croissance économique au progrès humain ?

La façon dont l'OCDE exerce ce pouvoir non directif est illustrée de manière frappante par sa devise actuelle, « Des politiques meilleures pour une vie meilleure », où transparaît l'idée d'humanisation du progrès matériel. Car parler de la vie, c'est parler de l'être humain, et non du système.

Lors de la création de l'OCDE, la croissance économique était l'objectif principal. Certes, la concurrence à laquelle se livrent les pays pour remporter la bataille du PIB occupe toujours le devant de la scène, les économies émergentes se mettant à devancer les États-Unis, l'Europe et le Japon.

Mais il est évident que même les pays en tête de la croissance économique comme la Chine, l'Inde et le Brésil, ne peuvent méconnaître la nécessité d'assurer également la cohésion sociale et l'équilibre écologique. Ce paradigme triangulaire, forgé au fil de 50 années d'analyse de haut niveau et d'innovation

stratégique, demeure l'un des principaux atouts de l'OCDE. Il transparaît dans son objectif déclaré de bâtir une « économie plus forte, plus saine et plus juste ».

Ce paradigme triangulaire a été édifié, pierre par pierre, par le travail de haut niveau des comités et directions de l'OCDE. Celle-ci possède donc une réserve d'innovations prêtes à être intégrées dans sa stratégie générale, définie par le Conseil au niveau des ministres et le Secrétaire général.

La crise persistante de l'économie mondiale montre clairement la complexité systémique des problèmes. Il n'est plus possible de considérer implicitement que les trois branches du paradigme de l'OCDE – économique, sociale et environnementale – progressent ensemble. La croissance économique est assurément essentielle à la réalisation des objectifs sociaux et environnementaux, mais elle peut aussi entrer en contradiction avec eux. Une gouvernance stratégique et une nouvelle boîte à outils analytique faciliteraient la maîtrise des arbitrages et des synergies.

Du rôle de « club des riches » à celui d'acteur mondial ?

Un numéro spécial de la revue *Global Policy* expose le point de vue de divers observateurs indépendants. Selon eux, l'OCDE est aujourd'hui un acteur mondial reconnu en raison de la qualité de ses analyses spécialisées et des banques de données sur lesquelles celles-ci s'appuient, devenant ainsi une sorte de centre de réflexion mondial. Mais l'Organisation est aussi profondément engagée dans le processus d'innovation stratégique.

La vraie question est de savoir si « dire la vérité au pouvoir » (selon les termes de Carroll et Kellow) est efficace dans la crise actuelle. Les divers rapports que l'OCDE a présentés aux réunions du G8 et du G20 sur la crise offrent une réponse. La vérité, c'est que tous les grands acteurs de l'économie mondiale sont confrontés au même problème : s'engager durablement sur la voie du progrès à partir d'un équilibre complexe entre croissance économique, cohésion sociale et maîtrise de la biosphère.

La nouveauté, c'est qu'il n'existe pas de plan théorique ou idéologique crédible pour guider l'action publique. La « fin de l'histoire » théorisée par Francis Fukuyama, selon laquelle la chute du Mur de Berlin signifiait la victoire définitive du capitalisme libéral, a été affaiblie par cette nouvelle crise. Compte tenu de cette situation d'incertitude, la capacité d'innovation stratégique de l'OCDE a un rôle essentiel à jouer dans l'univers changeant de la coopération internationale. C'est l'une des tâches que recouvre l'initiative Nouvelles approches face aux défis économiques, lancée par la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres de 2012.

À l'expertise et à l'indépendance intellectuelle de l'OCDE peut être ajoutée une tradition d'ouverture, dont témoignent ses nombreuses publications, sa revue *L'Observateur*, ses blogs et ses relations avec les entreprises, les syndicats et la société civile. Tous les citoyens peuvent profiter des résultats de ses travaux via Internet et les forums. Son combat contre la corruption et les paradis fiscaux atteste sa neutralité politique, tandis que sa récente Stratégie pour le développement souligne l'adoption d'une approche plus globale et plus solidaire du progrès mondial. Le cliché du « club des riches » perd de sa vigueur.

La communauté internationale est confrontée à deux grands défis : la sécurité et le progrès. Les deux sont à l'évidence liés car, à long terme, seul un progrès sans exclus – bénéficiant tant aux pays pauvres qu'aux riches – pourra contrer le choc des

La confiance du public dans le « progrès » s'est émoussée

civilisations annoncé par Huntington. Mais la confiance du public dans le « progrès », perçu comme l'aptitude de l'humanité à maîtriser la nature au moyen de la science et à assurer ainsi abondance et pouvoir, s'est émoussée. Le problème est maintenant de redéfinir le « progrès » en considérant la croissance économique comme une condition indispensable et non comme une formule magique. La Stratégie de l'OCDE résumée par sa devise « Des politiques meilleures pour une vie meilleure », et qui

visait à dépasser le PIB comme indicateur du bien-être, constitue un bon départ. L'aptitude de l'OCDE à se renouveler découle de la culture unique dont était porteuse l'Organisation européenne de coopération économique, dont elle est issue en 1961. C'est un atout qu'elle doit conserver au XXI^e siècle.

Ces défis complexes qui se posent à la « nouvelle » OCDE ne pourront être relevés qu'avec le « pouvoir de convaincre ». La parole doit pour ainsi dire l'emporter sur la force. Après avoir travaillé toute sa vie sur l'essor et le déclin des civilisations, Arnold Toynbee a postulé que la maîtrise des techniques de production engendrait abondance et pouvoir, mais que la méconnaissance des exigences sociales et écologiques était cause de décadence. Il était donc d'accord avec l'OCDE !

Le pouvoir de convaincre de l'Organisation ne peut toutefois porter ses fruits que si sa stratégie de communication influence les décideurs et les citoyens du monde entier. L'image publique que lui confèrent ses « experts » est un atout essentiel, et la vendre largement tout en la préservant est un objectif de communication impératif, mais des plus délicats.

*Ron Gass a été directeur fondateur de la Direction des affaires sociales, de la main-d'œuvre et de l'éducation de l'OCDE, et du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement. Il a été consultant auprès de l'Union européenne et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Centre pour le développement économique et la recherche).

Références

- Carroll, Peter et Aynsley Kellow (2011), *The OECD: A Study of Organisational Adaptation*, Edward Elgar Publishing.
- Clarke, Rory (2012), « La Stratégie de l'OCDE pour le développement : donner un nouveau souffle à une mission fondamentale », *L'Observateur de l'OCDE* n° 292, T3.
- Fukuyama, Francis (1992), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion.
- Gass, Ron (2011), « 50 ans à concilier économie, nature et société », *L'Annuel de l'OCDE 2011*.
- Global Policy Review (2011), *The OECD at 50*, Vol 2 Issue 3, octobre, voir www.globalpolicyjournal.com



Julien Daniel / OCDE

Shimon Peres

Le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría a accueilli le Président d'Israël, Shimon Peres, lors d'une visite officielle à l'OCDE, le 8 mars 2013 (photo). Dans ses propos de bienvenue, M. Gurría a présenté M. Peres comme « l'un des plus grands hommes d'État de notre temps ». Le président israélien, qui aura 90 ans en août, a évoqué, devant un auditoire nombreux et captivé,

la science, la coopération, les droits des femmes, la démocratie, les limites du pouvoir et le rôle positif des entreprises mondiales, tout en insistant sur la nécessité de stimuler la connaissance, l'innovation et le développement, pour un « nouvel ordre » et un « grand dessein humain ».

Voir le discours du Président Peres sur : www.oecd.org/israel/visit-of-president-of-israel-8-march.htm

Le modèle islandais

« L'Islande est bien placée pour servir de banc d'essai, de laboratoire où la pertinence des modèles et des théories peut être passée au crible, où l'expérience nous autorise à remettre en question la pensée orthodoxe dans l'espoir de poser solidement les jalons d'un avenir économique plus durable, plus prospère et plus sûr », a déclaré le Président de l'Islande, Olafur Ragnar Grimsson (photo), lors d'une visite à l'OCDE, le 27 février 2013. Le président s'est entretenu avec le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et a prononcé une allocution lors d'une session du Conseil de l'OCDE spécialement consacrée



Julien Daniel / OCDE

à la question du développement durable et de l'énergie. Pour le discours complet et plus d'information sur la visite du Président islandais, voir www.oecd.org/islande

Vidéo : Succès et réformes dans l'éducation

Comment améliorer les écoles ? Une nouvelle série de courtes vidéos offre des pistes intéressantes. Produites en collaboration avec la Fondation Pearson, ces vidéos présentent des actions et des méthodes utilisées pour améliorer les systèmes éducatifs à la lumière des résultats des tests du programme PISA de l'OCDE.

Les systèmes scolaires présentés ont été retenus pour leurs bons résultats. Tous les trois ans, PISA évalue les compétences des élèves de 15 ans scolarisés dans le secondaire, dans trois domaines fondamentaux : l'écrit, les mathématiques et les sciences. Environ 500 000 élèves ont participé à la dernière enquête, menée en 2009 dans quelque 70 pays et économies.

À partir de niveaux très différents, plusieurs pays et régions ont réussi au cours des dernières années à améliorer nettement les résultats de leurs élèves. Les meilleurs systèmes produisent des résultats scolaires solides et équilibrés dans des contextes culturels et économiques très variés. En soulignant leur réussite, les tests du PISA montrent ce qui est possible, afin que d'autres puissent s'en inspirer. Ces vidéos visent à donner des idées et susciter les discussions.

Visitez le site et voyez comment Singapour a choisi de privilégier un corps enseignant fiable et efficace, comment le Portugal a modernisé son réseau d'établissements scolaires et comment la Corée utilise les outils informatiques pour améliorer encore un système éducatif déjà performant. D'autres vidéos existent également sur l'Allemagne, le Brésil, le Canada, la Chine, la Finlande, le Japon et la Pologne.

www.pearsonfoundation.org/oecd



Discours récents d'Angel Gurría



Osman Orsal/Reuters

Pour la liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir www.oecd.org/fr/presse/discoursdusecetairegeneral

Vers une économie mondiale plus forte, plus propre et plus juste : l'humain avant tout !

16 avril 2013

Allocution prononcée lors de l'ouverture du Forum du Nouveau Monde, Paris, France.

Risques, crises et opportunités

10 avril 2013

Allocution inaugurale prononcée lors des Tables Rondes de l'Arbois, Aix-en-Provence, France.

Beyond the Financial Crisis—Pursuing Jobs, Equality and Trust

8 avril 2013

Remarques prononcées lors de la 9^e Réunion régionale européenne de l'Organisation internationale du travail, Oslo, Norvège.

Making Statistics and Everyone Count

5 avril 2013

Allocution inaugurale prononcée lors de la Journée annuelle des statistiques de l'OCDE, Paris, France.

Greening our Knowledge

4 avril 2013

Allocution inaugurale prononcée lors de la 2^e conférence annuelle de la Plate-forme de connaissances sur la croissance verte, Paris, France.

Innovative Approaches to Poverty Reduction, Social Cohesion and Progress in a Post-2015 World

4 avril 2013

Remarques prononcées au Forum mondial sur le développement 2013, Paris, France.

Together We Stand: Inclusive Growth

3 avril 2013

Remarques prononcées lors d'un atelier de travail de l'OCDE sur la Croissance inclusive, Paris, France.

Fiscal and Taxation Reforms for a More Inclusive Growth in China

24 mars 2013

Remarques prononcées lors du China Development Forum, Beijing, République populaire de Chine.

OECD and China: Tackling Global Challenges

23 mars 2013

Allocution inaugurale lors du Party School-OECD Development Forum 2013, Beijing, République populaire de Chine.

Perspectives de l'économie française

19 mars 2013

Discours prononcé lors du lancement de l'*Étude économique de l'OCDE : France 2013* au ministère de l'Économie et des Finances, Paris, France.

Enseigner, un métier qui s'apprend

18 mars 2013

Remarques de clôture prononcées lors d'un colloque international de l'OCDE : Perspectives internationales sur la professionnalisation de la formation des enseignants, Paris, France.

Secretary-General's introduction of President of Israel, Shimon Peres

8 mars 2013

Remarques prononcées à l'occasion de la visite officielle du Président d'Israël, Shimon Peres, Paris, France.

Impact de la crise économique sur les systèmes de santé

7 mars 2013

Discours prononcé dans le cadre des Rencontres de La Boétie, Paris, France.

Second Global Forum on Transfer Pricing: Addressing Base Erosion and Profit Shifting

6 mars 2013

Allocution inaugurale, Paris, France.

Unlocking South Africa's great economic potential

4 mars 2013

Remarques prononcées lors du lancement de l'*Étude économique de l'OCDE : Afrique du Sud 2013*, Pretoria, Afrique du Sud.

Global Forum on Competition

28 février 2013

Discours de clôture, Paris, France.

Strengthening our Partnership for a Stronger, Cleaner and Fairer Global Economy

27 février 2013

Remarques prononcées lors d'une réunion avec la Commission de l'économie et de la sécurité et la Commission politique de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, Paris, France.

Comment construire la croissance en France ?

21 février 2013

Remarques prononcées à l'Assemblée nationale, Paris, France.

Financial Consumer Protection/ Financial Education

16 février 2013

Remarques prononcées à la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales du G20 sur la protection financière des consommateurs et l'éducation financière, Moscou, Fédération de Russie.

Much More than Growth!

14 février 2013

Remarques prononcées lors de la conférence de l'Institut de la finance internationale : le programme du G20 sous la présidence russe, Moscou, Fédération de Russie.

Growth, Innovation and Competitiveness: Maximising the Benefits of Knowledge-Based Capital

13 février 2013

Allocution inaugurale prononcées lors d'une conférence sur les actifs intellectuels, Paris, France.

Nouveaux ambassadeurs

12 novembre 2012 : Pavel Rozsypal a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur pour la République tchèque. Il succède à Karel Dyba.

18 février 2013 : Paulo Vizeu Pinheiro a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur pour le Portugal. Il succède à Eduardo Ferro Rodrigues.

Chômage des jeunes : la leçon espagnole



REUTERS/Andrea Comas

Peu de pays ont aussi durement souffert du chômage des jeunes que l'Espagne. Le taux de chômage des moins de 25 ans y a dépassé 50 % en 2012, près de trois fois la

moyenne de l'OCDE. Toutefois, la crise n'en est pas la seule responsable. En réalité, cette situation ne date pas d'hier.

Ce document de travail, intitulé *Youth Labour Market Performance in Spain and its Determinants: A Micro-level Perspective*, tente de démêler les problèmes et suggère des pistes.

Pour commencer, les auteurs montrent que si le chômage de longue durée chez les jeunes a beaucoup augmenté dans la

zone OCDE pendant la crise, les taux de chômage et de jeunes déscolarisés et inactifs en Espagne reflètent principalement une rotation bien plus élevée des travailleurs, et non une prévalence plus marquée du chômage de longue durée.

Par ailleurs, la fréquence de l'emploi temporaire en Espagne apparaît comme le principal déterminant de la forte rotation des travailleurs et de la volatilité du chômage des jeunes. Parallèlement, la longue période d'expansion qui a précédé la crise, marquée par un boom de la construction, a détourné les jeunes des études, avec des salaires attractifs même pour des emplois non qualifiés. La crise a inversé la tendance.

L'éducation pourrait aider à résoudre le problème du chômage des jeunes en Espagne, où le passage de l'école à un premier emploi stable prend habituellement plus de temps que dans les autres pays

de l'OCDE. Depuis le début de la crise, la proportion de jeunes scolarisés a augmenté en Espagne, mais les taux de jeunes déscolarisés et inactifs et les taux d'abandon des études restent aussi relativement élevés. De plus, les diplômes de l'enseignement professionnel sont beaucoup moins répandus. Compte tenu de l'effondrement des taux d'emploi des jeunes non qualifiés ces dernières années, des programmes de travail et de formation en alternance pourraient améliorer sensiblement la situation.

Dolado, J. J. *et al.* (2013), « Youth Labour Market Performance in Spain and its Determinants: A Micro-Level Perspective », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1039, Éditions OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/5k487n5bfz5c-en>,

Voir également www.oecd.org/fr/eco/documentsdetravail/dudepartementdesaffaires_economiques.htm

Comment allez-vous, vraiment ?



Les carences du PIB, apparues plus clairement avec la crise, ont conduit à diverses initiatives pour trouver des indicateurs du bien-être qui ne mesurent pas uniquement la croissance

économique. Cependant, s'il est reproché au PIB de ne pas prendre en compte l'environnement et le bien-être des populations, il offre un avantage apprécié par les décideurs et les analystes : ses méthodes sont claires et objectives. Qu'il s'agisse de mesurer la production ou les dépenses d'une économie, le PIB donne un chiffre unique, facile à ajuster et à comparer.

Trouver une mesure aussi performante du bien-être n'est pas chose facile car le bien-être est, par définition, subjectif. Pourtant,

on s'accorde largement à reconnaître aujourd'hui que mesurer le bien-être subjectif est essentiel pour suivre le progrès et la qualité de vie.

C'est pourquoi, dans un premier temps, l'OCDE a publié de nouvelles lignes directrices concernant la collecte, la publication et l'analyse des données sur le bien-être subjectif (*OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being*). Cela s'inscrit dans le cadre de l'initiative Vivre mieux de l'OCDE, un projet innovant lancé en 2011 pour mesurer le progrès sous l'angle de différents facteurs comme la santé, l'engagement civique, l'environnement et la gouvernance.

Le bien-être subjectif est souvent assimilé au « bonheur », mais il couvre un éventail plus large de notions. Les nouvelles lignes directrices proposent comme définition du bien-être subjectif : « un bon état mental, englobant tous les aspects, positifs et

négatifs, de l'évaluation que les gens font de leur existence et leurs réactions affectives face à ce qu'ils vivent. »

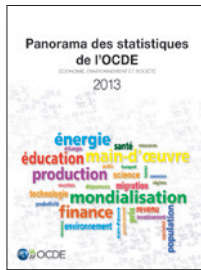
Autrement dit, les lignes directrices indiquent comment recueillir des informations sur l'évaluation que les gens font dans leur propre vie, et comment évaluer leur but dans la vie et leur état psychologique et moral – ce que les Grecs de l'Antiquité appelaient *eudaimonia*. Les lignes directrices recensent ainsi les meilleures méthodes pour mesurer les différentes dimensions du bien-être subjectif de manière fiable et cohérente et pour en rendre compte. On y trouve aussi un certain nombre de modules types utilisables pour les enquêtes nationales et internationales.

Consultez cette publication (en anglais uniquement) sur <http://dx.doi.org/10.1787/9789264191655-en>.

ISBN 978-92-64-19164-8

Meilleures ventes

Tous les ouvrages sont disponibles sur www.oecd.org/librairie
et sur www.OECD-iLibrary.org/fr



Panorama des statistiques de l'OCDE 2013 : Économie, environnement et société

Présente plus de 100 indicateurs sur un très large éventail

de domaines : agriculture, éducation, énergie, environnement, santé, industrie, technologies de l'information et de la communication, échanges et fiscalité, y compris un chapitre spécial cette année : l'égalité hommes-femmes.

ISBN 978-92-64-18367-4, Juin 2013, 272 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500



Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2012, Numéro 2

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publication semestrielle, présente une analyse des grandes

tendances économiques qui marqueront les deux années à venir.

ISBN 978-92-64-13064-7, Janvier 2013, 300 pages
€102 \$147 £91 ¥12 200



Inégalités hommes-femmes : Il est temps d'agir

Divisé en quatre parties (normes sociales et politiques publiques, l'égalité hommes-femmes

dans l'éducation, en matière d'emploi et dans l'entrepreneuriat), ce rapport de l'OCDE s'intéresse aux meilleures solutions pour réduire les disparités.

ISBN 978-92-64-17965-3, Janvier 2013, 372 pages
€80 \$112 £72 ¥10 400



Coopération pour le développement 2012 : Comment intégrer durabilité et développement

Le rapport *Coopération pour le développement* de l'OCDE est le document

annuel de référence pour les statistiques et analyses des tendances de l'aide internationale.

ISBN 978-92-64-17809-0, Novembre 2012, 320 pages
€100 \$133 £80 ¥13 000



Latin American Economic Outlook 2013: SME Policies for Structural Change

Cette édition met l'accent sur le rôle des petites et moyennes entreprises en Amérique latine.

ISBN 978-92-64-18072-7, Novembre 2012, 184 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais et en espagnol uniquement



Southeast Asian Economic Outlook 2013: With Perspectives on China and India

Cette édition examine les perspectives à moyen terme, les enjeux politiques

macroéconomiques récents et les enjeux structurels comprenant le capital humain, les infrastructures et le développement des PME.

ISBN 978-92-64-18076-5, Février 2013, 360 pages
€70 \$98 £63 ¥9 700

Disponible en anglais uniquement



L'éducation aujourd'hui 2013 : La perspective de l'OCDE

Ce livre examine la situation actuelle de l'éducation et l'accueil de la petite enfance, l'enseignement

scolaire, la transition au-delà de la formation initiale, l'enseignement supérieur, la formation des adultes, les résultats et le rendement, l'équité et, enfin, l'innovation.

ISBN 978-92-64-18683-5, Avril 2013, 144 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100

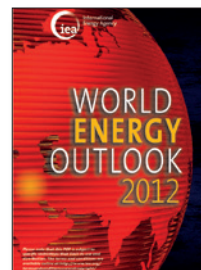


Les grandes mutations qui transforment l'éducation 2013

Cet ouvrage donne un aperçu des principales tendances économiques, sociales,

démographiques et technologiques, et soulève une série de questions pertinentes concernant l'impact de ces tendances sur l'éducation.

ISBN 978-92-64-18898-3, Juillet 2013, 120 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900



World Energy Outlook 2012

Présente des projections des tendances de l'énergie d'ici à 2035 et ce que cela implique pour la sécurité énergétique,

l'environnement et le développement économique.

ISBN 978-92-64-18084-0, Novembre 2012, 700 pages
€150 \$210 £135 ¥19 500

Disponible en anglais uniquement

Nouvelles publications

ÉCONOMIE

OECD Economic Surveys: Australia 2012

ISBN 978-92-64-18495-4, Janvier 2013, 140 pages
€61 \$86 £54 ¥7 200

Édition française à paraître

OECD Economic Surveys: Colombia 2013

ISBN 978-92-64-17969-1, Janvier 2013, 136 pages
€45 \$63 £40 ¥5 800

Édition française à paraître



Études économiques de l'OCDE : Luxembourg 2012

ISBN 978-92-64-18889-1, Janvier 2013, 102 pages
€61 \$86 £54 ¥7 200

Études économiques de l'OCDE : République slovaque 2012

ISBN 978-92-64-18492-3, Juin 2013, 114 pages
€61 \$86 £54 ¥7 200



Études économiques de l'OCDE : Espagne 2012

ISBN 978-92-64-13021-0, Mai 2013, 120 pages
€61 \$86 £54 ¥7 200

Études économiques de l'OCDE : Suède 2012

ISBN 978-92-64-18877-8, Juin 2013, 120 pages
€61 \$86 £54 ¥7 200

OECD Economic Surveys: United Kingdom 2013

ISBN 978-92-64-18234-9, Février 2013, 112 pages
€45 \$63 £40 ¥5 800

Édition française à paraître

Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes financiers 2012

ISBN 978-92-64-18787-0, Décembre 2012, 330 pages
€95 \$133 £85 ¥12 300

OECD Compendium of Productivity Indicators 2012

ISBN 978-92-64-18883-9, Janvier 2013, 88 pages
€28 \$39 £25 ¥3 600

Disponible en anglais uniquement

AGRICULTURE



Politiques agricoles : suivi et évaluation 2012 Pays de l'OCDE

ISBN 978-92-64-17515-0, Octobre 2012, 200 pages
€54 \$75 £48 ¥7 000

OECD Review of Fisheries: Country Statistics 2012

ISBN 978-92-64-18926-3, Janvier 2013, 416 pages
€125 \$175 £112 ¥16 200

Édition française à paraître

DÉVELOPPEMENT

The Architecture of Development Assistance

ISBN 978-92-64-17887-8, Janvier 2013, 204 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900

Édition française à paraître

DAC Guidelines and Reference Series

Evaluating Peacebuilding Activities in Settings of Conflict and Fragility: Improving Learning for Results

ISBN 978-92-64-10679-6, Janvier 2013, 100 pages
€33 \$46 £29 ¥4 200

Édition française à paraître

Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque

ISBN 978-92-64-18504-3, Avril 2013, 136 pages
€25 \$35 £22 ¥3 200

DÉVELOPPEMENT URBAIN, RURAL ET RÉGIONAL

Promoting Growth in All Regions

ISBN 978-92-64-17462-7, Janvier 2013, 280 pages
€80 \$112 £72 ¥10 400

Disponible en anglais uniquement

ÉCHANGES

Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services, Volume 2012 Numéro 1, Tableaux détaillés par catégories de services

ISBN 978-92-64-18617-0, Décembre 2012, 105 pages
€80 \$112 £72 ¥10 400

Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services, Volume 2012 Numéro 2, Tableaux détaillés par pays partenaires

ISBN 978-92-64-18671-2, Janvier 2013, 164 pages
€110 \$154 £99 ¥14 300

ÉDUCATION

PISA

Grade Expectations: How Marks and Education Policies Shape Students' Ambitions

ISBN 978-92-64-18750-4, Janvier 2013, 140 pages
€39 \$54 £35 ¥5 000

Disponible en anglais uniquement

OECD Reviews of National Policies for Education Tertiary Education in Colombia 2012

ISBN 978-92-64-18068-0, Janvier 2013, 320 pages
€95 \$133 £85 ¥12 300

Disponible en anglais et en espagnol uniquement

OECD Reviews of Evaluation and Assessment in Education: Mexico 2012

ISBN 978-92-64-17263-0, Novembre 2012, 240 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement



Suivez les publications de l'OCDE sur Twitter : https://twitter.com/OECD_Pubs

EMPLOI

Activating Jobseekers: How Australia Does It

ISBN 978-92-64-18591-3, Janvier 2013, 252 pages
€40 \$56 £36 ¥5 200

Disponible en anglais uniquement



Santé mentale et emploi : Belgique

ISBN 978-92-64-18758-0, Février 2013, 136 pages
€24 \$33 £21 ¥3 100

ENVIRONNEMENT

OECD Environmental Performance Reviews: Mexico 2013

ISBN 978-92-64-18008-6, Février 2013, 150 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500

Édition française à paraître



OECD Studies on Water

Making Water Reform Happen in Mexico

ISBN 978-92-64-18767-2, Janvier 2013, 292 pages

€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais uniquement

ÉNERGIE

Medium-Term Coal Market Report 2012

ISBN 978-92-64-17795-6, Janvier 2013, 144 pages
€100 \$140 £90 ¥13 000

Disponible en anglais uniquement

CO₂ Emissions from Fuel Combustion 2012

ISBN 978-92-64-17475-7, Novembre 2012, 540 pages
€165 \$231 £148 ¥21 400

Disponible en anglais uniquement

Energy Policies of IEA Countries: Australia 2012

ISBN 978-92-64-17072-8, Novembre 2012, 150 pages
€75 \$105 £67 ¥9 700

Disponible en anglais uniquement

Energy Policies of IEA Countries: The Republic of Korea 2012

ISBN 978-92-64-17150-3, Décembre 2012, 140 pages
€75 \$105 £67 ¥9 700

Disponible en anglais uniquement

Ukraine Energy Policy Review 2012

ISBN 978-92-64-17151-0, Novembre 2012, 224 pages
€75 \$105 £67 ¥9 700

Disponible en anglais uniquement

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Nuclear Energy and Renewables: System Effects in Low-Carbon Electricity Systems

ISBN 978-92-64-18851-8, Novembre 2012, 252 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais uniquement

FINANCE ET INVESTISSEMENT

Rapport annuel sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales 2012 : Médiation et recherche de consensus

ISBN 978-92-64-11195-0, Janvier 2013, 280 pages
€70 \$98 £63 ¥9 100



Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Tunisie 2012

ISBN 978-92-64-17938-7, Novembre 2012, 166 pages

€42 \$58 £37 ¥5 400

Insurance Statistics Yearbook 2011

ISBN 978-92-64-17985-1, Janvier 2013, 246 pages
€75 \$105 £67 ¥9 700

Disponible en anglais uniquement

FISCALITÉ

Taxing Energy Use: A Graphical Analysis

ISBN 978-92-64-18125-0, Février 2013, 256 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais uniquement

Inventory of Estimated Budgetary Support and Tax Expenditures for Fossil Fuels 2013

ISBN 978-92-64-18760-3, Janvier 2013, 440 pages
€110 \$154 £99 ¥14 300

Disponible en anglais uniquement

Consumption Tax Trends 2012: VAT/GST and Excise Rates, Trends and Administration Issues

ISBN 978-92-64-18138-0, Décembre 2012, 220 pages
€50 \$70 £45 ¥6 500

Disponible en anglais uniquement

Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes Peer Reviews

Chaque numéro : €36 \$50 £32 ¥4 600

Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes Peer Reviews

Chaque numéro : €36 \$50 £32 ¥4 600

- **Argentina 2012: Combined: Phase 1 + Phase 2**
ISBN 978-92-64-18193-9, Novembre 2012, 100 pages
Disponible en anglais uniquement

- **Dominica 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
ISBN 978-92-64-17638-6, Novembre 2012, 88 pages
Disponible en anglais uniquement

- **Marshall Islands 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
ISBN 978-92-64-18150-2, Novembre 2012, 76 pages
Disponible en anglais uniquement

- **Niue 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
ISBN 978-92-64-18166-3, Novembre 2012, 72 pages
Disponible en anglais uniquement

- **Russian Federation 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
ISBN 978-92-64-18171-7, Novembre 2012, 100 pages
Disponible en anglais uniquement

- **Samoa 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
ISBN 978-92-64-18177-9, Novembre 2012, 88 pages
Disponible en anglais uniquement

Suivez les publications de l'OCDE sur Facebook : www.facebook.com/OECDPublications



- **Sint Maarten 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
ISBN 978-92-64-18184-7, Novembre 2012, 100 pages
Disponible en anglais uniquement
- **Slovenia 2012: Phase 1: Legal and Regulatory Framework**
ISBN 978-92-64-18187-8, Novembre 2012, 76 pages
Disponible en anglais uniquement
- **South Africa 2012: Combined: Phase 1 + Phase 2**
ISBN 978-92-64-18209-7, Novembre 2012, 96 pages
Disponible en anglais uniquement

OECD Reviews of Regulatory Reform: Indonesia 2012: Strengthening Co-ordination and Connecting Markets
ISBN 978-92-64-09756-8, Novembre 2012, 212 pages
€54 \$75 £48 ¥7 000
Disponible en anglais uniquement

INDUSTRIE ET SERVICES

Sustainable Materials Management: Making Better Use of Resources
ISBN 978-92-64-17424-5, Novembre 2012, 222 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800
Disponible en anglais uniquement

SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Transferable Skills Training for Researchers: Supporting Career Development and Research
ISBN 978-92-64-17971-4, Janvier 2013, 148 pages
€35 \$49 £31 ¥4 500
Disponible en anglais uniquement

OECD Reviews of Innovation Policy: Sweden 2012
ISBN 978-92-64-18450-3, Février 2013, 280 pages
€60 \$84 £54 ¥7 800
Disponible en anglais uniquement

GOUVERNANCE



Restoring Public Finances, 2012 Update
ISBN 978-92-64-17944-8, Décembre 2012, 272 pages
€76 \$106 £68 ¥9 800

Édition française à paraître

Lobbyists, Governments and Public Trust, Volume 2: Promoting Integrity through Self-regulation

ISBN 978-92-64-08493-3, Octobre 2012, 128 pages
€28 \$39 £25 ¥3 600

Édition française à paraître

OECD Integrity Review of Brazil: Managing Risks for a Cleaner Public Service

ISBN 978-92-64-11931-4, Novembre 2012, 356 pages
€100 \$140 £90 ¥13 000

Disponible en anglais uniquement

Public Sector Compensation in Times of Austerity

ISBN 978-92-64-17773-4, Décembre 2012, 148 pages
€45 \$63 £40 ¥5 800

Édition française à paraître

Better Regulation in Europe: Greece 2012

ISBN 978-92-64-17927-1, Janvier 2013, 132 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

QUESTIONS SOCIALES – MIGRATIONS – SANTÉ



Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrants 2012
ISBN 978-92-64-07341-8, Décembre 2012, 164 pages
€39 \$54 £35 ¥5 000

OECD Health Policy Studies
Waiting Time Policies in the Health Sector: What Works?

ISBN 978-92-64-17906-6, Février 2013, 340 pages
€95 \$133 £85 ¥12 300

Disponible en anglais uniquement

Health at a Glance: Asia/Pacific 2012

ISBN 978-92-64-18372-8, Janvier 2013, 108 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

Health at a Glance: Europe 2012

ISBN 978-92-64-18360-5, Novembre 2012, 154 pages
€30 \$42 £27 ¥3 900

Disponible en anglais uniquement

OECD Reviews of Health Care Quality:

Israel 2012 Raising Standards
ISBN 978-92-64-02987-3, Novembre 2012, 176 pages
€36 \$50 £32 ¥4 600

Disponible en anglais uniquement

Strengthening Social Cohesion in Korea

ISBN 978-92-64-18892-1, Février 2013, 130 pages
€40 \$56 £36 ¥5 200

Disponible en anglais uniquement

TRANSPORTS



Ensemble pour la sécurité routière : Mise au point d'un cadre de référence international pour les fonctions de modification de l'accidentalité

ISBN 978-92-821-0383-8, Février 2013, 140 pages
€40 \$56 £36 ¥5 200

Toutes les publications présentées sur ces pages sont disponibles sur :
www.oecd.org/librairie
et sur **www.oecdilibrary.org/fr**

La liste des distributeurs des publications de l'OCDE est disponible sur :
www.oecd.org/publishing/distributors

La liste des établissements abonnés à OECD iLibrary est disponible sur :
www.oecd.org/publishing/oecdilibrarysubscribers

La gouvernance en ligne en Égypte



REUTERS/Amr Dalsh

Le printemps arabe et les mouvements sociaux et démocratiques qui ont agité une grande partie du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord n'ont peut-être pas changé le monde, comme l'espéraient

des millions de gens, mais ils ont au moins renforcé l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et le potentiel de l'administration en ligne pour favoriser la participation et l'adhésion, améliorer la transparence et restaurer la confiance du public.

OECD *e-government Studies: Egypt* analyse le rôle des TI dans la transition déclenchée dans cet important pays par les exigences de la population en termes de démocratie et de

justice sociale. Les auteurs rappellent qu'en janvier 2011, l'escalade des manifestations et des rassemblements a conduit à la démission du président Moubarak. C'est ainsi que le mouvement de la base lancé et soutenu par des foules immenses généralement bon enfant, reflétant la diversité de la société égyptienne, a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire de ce grand pays.

Il ne faut pas sous-estimer le rôle joué par Internet, les médias sociaux et les smartphones, selon les auteurs, car ils ont permis aux citoyens de diffuser l'information et de coordonner les actions dans des proportions sans précédent.

Alors que la poussière retombe, l'administration en ligne pourrait-elle devenir un puissant outil du futur émergent de l'Égypte, et transformer définitivement le printemps en été ? L'idée séduit, mais il faut

voir les obstacles, principalement le problème des dotations budgétaires qui, en Égypte, se font par ministère et par projet, et non à l'échelle de l'ensemble des administrations. Cela crée un cloisonnement qui, tout en donnant l'impression d'une plus grande autonomie et d'un contrôle direct, réduit les incitations à la coordination interministérielle. Tout le monde y perd, car il est pratiquement impossible de lancer les gros investissements en TI dont l'Égypte a tant besoin. En bref, les services de l'État devraient se souvenir des enseignements du printemps arabe et faire comme la population : utiliser les TI pour abattre les cloisons, coordonner leurs actions et chercher à aller véritablement vers le progrès.

OCDE (2013), *OECD e-Government Studies: Egypt*, Paris

ISBN : 978926417877-9

ABONNEZ-VOUS À L'OBSERVATEUR DE L'OCDE

Oui, je souhaite m'abonner pour 4 numéros et le volume *L'Annuel de l'OCDE*.

€ 75
 US\$ 99
 £ 59
 ¥ 9 500

Oui, je souhaite m'abonner pour 8 numéros et deux numéros de *L'Annuel de l'OCDE*, réalisant ainsi 30% d'économies !

€ 104
 US\$ 142
 £ 84
 ¥ 13 900

Commandez vos publications en ligne : www.oecd-ilibrary.org/fr, ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom	
Téléphone	Fax
Adresse	
Code postal, Ville et Pays	

Organisation
Profession
E-mail
Date
Signature

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire. - Version française

Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA
 Tel : (1) 800 456 6323, Fax : (1) 860 350 0039, Email : oe.cdna@turpin-distribution.com

Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK
 Tel : (44) 1767 604 960 Fax : (44) 1767 601 640 E-mail : oe.cdrow@turpin-distribution.com

Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
 Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

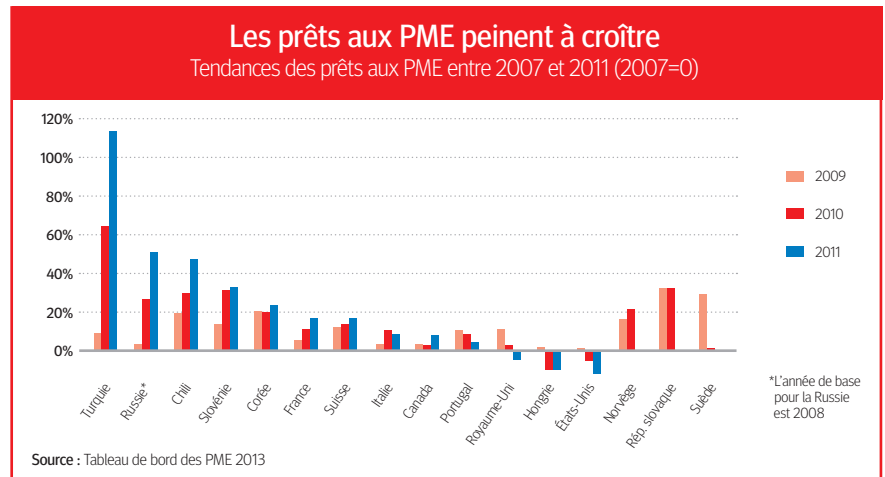
TOTAL À PAYER	
N° de carte	Date d'expiration

Les PME à la peine

Les petites et moyennes entreprises comptent au maximum 250 salariés, mais représentent quelque 90 % de l'emploi dans la zone de l'OCDE. Pour relancer l'économie, il faudrait donc privilégier ces moteurs de l'activité.

Le financement doit évoluer. Contrairement aux multinationales qui continuent d'emprunter à de faibles taux, voire émettent des obligations, les PME y accèdent toujours difficilement. Selon *Le financement des PME et des entrepreneurs 2013 : Tableau de bord de l'OCDE*, elles ont généralement dû emprunter à des taux plus élevés en 2011 qu'en 2009-2010. Et l'écart de taux d'intérêt entre les PME et les grandes entreprises s'est également creusé dans beaucoup de pays.

Selon une analyse de l'évolution des indicateurs financiers de 25 pays entre 2007 et 2011, les prêts aux PME n'ont que modérément augmenté dans beaucoup de pays développés, mais le financement



des petites entreprises a progressé plus nettement dans les économies émergentes.

mais globalement, le niveau des prêts est resté inférieur à celui de 2007, avant la crise.

D'après le rapport précité, la crise de la dette souveraine a probablement réduit encore les activités de prêt des banques en 2012-2013. Une amorce de reprise de l'investissement en capital-risque et capital de croissance a été observée,

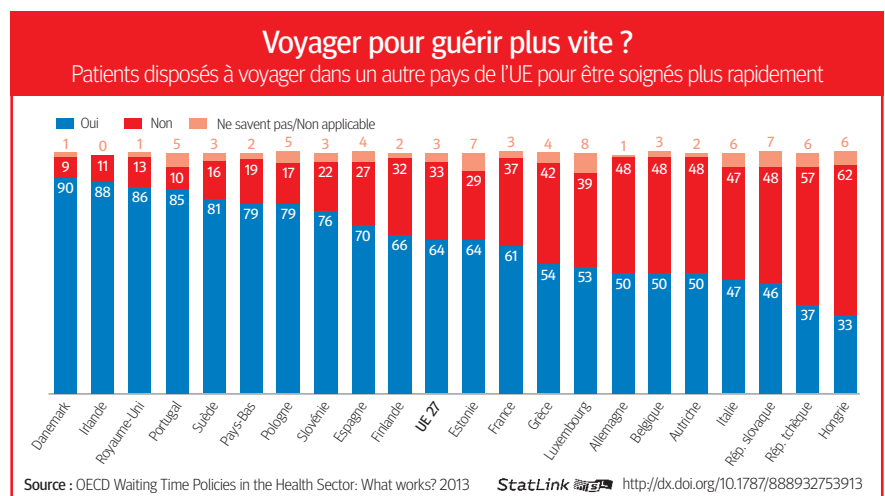
Le financement des PME et des entrepreneurs 2013 : Tableau de bord de l'OCDE présente une description détaillée des conditions financières proposées aux PME dans 25 pays.

Voir www.oecd.org/fr/industrie/pme

Patient mais pas trop

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les délais d'attente à l'hôpital sont longs, que ce soit pour les soins primaires, les soins ambulatoires de spécialistes, ou même les urgences. Les contribuables attendent, à juste titre, un meilleur service, et ces longs délais constituent naturellement une question politique controversée. Selon *Waiting Time Policy in the Health Sector: What Works?*, qui examine et compare la situation dans différents pays, le critère essentiel est le délai d'attente effectif des patients inscrits sur la liste, et pas simplement le nombre de patients.

Que faire lorsque les délais sont trop longs ? Aller là où l'attente sera moindre. C'est ce qui se produit dans les pays de l'UE où, en mars 2011, une directive (2011/24/EU) est venue obliger les pays à rembourser les patients pour les traitements reçus dans d'autres pays de l'UE, lorsque les délais d'attente chez eux sont excessifs. Lors d'une enquête Eurobaromètre, 64 % des personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE ont



déclaré qu'elles se déplaceraient pour être soignées plus rapidement (voir graphique).

Cela permettra-t-il de réduire les délais d'attente ? Une étude norvégienne répond par l'affirmative, mais précise que le coût pourrait augmenter si le voyage et l'hébergement des proches et des infirmières

étaient pris en compte. Comme la tendance aux déplacements s'accroît, une bonne gestion s'impose, tant pour les pays de départ soucieux de réduire leurs délais d'attente, que pour les pays d'accueil désireux de préserver les leurs.

Voir www.oecd.org/fr/sante

				variation par rapport à				niveau	
				la période précédente	l'année précédente			valeur courante	même période année précédente
	Allemagne	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,6	-0,4	Balance des comptes courants	T4-2012	59,9	53,2
		Production industrielle	T4-2012	-2,6	-2,4	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	5,4	5,6
		Prix à la consommation	T4-2012	0,4	-2,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	Australie	Produit intérieur brut	T4-2012	0,6	3,1	Balance des comptes courants	T4-2012	-15,2	-9,2
		Production industrielle	T4-2012	1,2	4,9	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	5,3	5,2
		Prix à la consommation	T4-2012	0,2	2,2	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	3,0	4,4
	Autriche	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,1	0,5	Balance des comptes courants	T4-2012	1,6	1,3
		Production industrielle	T4-2012	-0,5	3,4	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	4,6	4,3
		Prix à la consommation	T4-2012	1,0	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	Belgique	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,1	-0,4	Balance des comptes courants	T4-2012	-1,5	-0,9
		Production industrielle	T4-2012	-2,5	-2,5	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	8,1	7,2
		Prix à la consommation	T1-2013	0,2	1,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	Canada	Produit intérieur brut	T4-2012	0,2	1,1	Balance des comptes courants	T4-2012	-17,4	-12,0
		Production industrielle	T4-2012	0,0	-0,7	Taux de chômage harmonisé	T1-2013	7,1	7,4
		Prix à la consommation	T4-2012	0,0	0,9	Taux d'intérêt à trois mois	T4-2012	1,2	1,2
	Chili	Produit intérieur brut	T4-2012	1,5	5,5	Balance des comptes courants	T4-2012	-2,3	-0,6
		Production industrielle	T4-2012	3,0	9,1	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	6,5	7,1
		Prix à la consommation	T1-2013	0,2	1,5	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2012	5,1	5,3
	Corée	Produit intérieur brut	T4-2012	0,3	1,4	Balance des comptes courants	T4-2012	12,6	8,8
		Production industrielle	T4-2012	2,9	1,9	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	3,0	3,1
		Prix à la consommation	T1-2013	0,7	1,4	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	2,8	3,5
	Danemark	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,7	-0,7	Balance des comptes courants	T3-2012	3,9	4,3
		Production industrielle	T4-2012	-1,9	-0,3	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	7,3	7,9
		Prix à la consommation	T4-2012	0,0	2,2	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	-0,1	1,2
	Espagne	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,8	-1,9	Balance des comptes courants	T4-2012	11,9	-8,4
		Production industrielle	T4-2012	-2,0	-5,7	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	26,1	22,9
		Prix à la consommation	T4-2012	1,6	3,1	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	Estonie	Produit intérieur brut	T4-2012	0,9	3,5	Balance des comptes courants	T4-2012	0,0	0,1
		Production industrielle	T4-2012	-1,4	1,8	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	9,8	11,8
		Prix à la consommation	T1-2013	1,2	3,5	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	États-Unis	Produit intérieur brut	T4-2012	0,1	1,7	Balance des comptes courants	T4-2012	-110,4	-118,7
		Production industrielle	T4-2012	0,6	2,7	Taux de chômage harmonisé	T1-2013	7,7	8,3
		Prix à la consommation	T4-2012	0,0	1,9	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	0,3
	Finlande	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,5	-1,4	Balance des comptes courants	T4-2012	-2,7	-3,3
		Production industrielle	T4-2012	0,5	-1,1	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	7,9	7,6
		Prix à la consommation	T4-2012	0,3	2,4	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	France	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,3	-0,3	Balance des comptes courants	T4-2012	-13,5	-8,7
		Production industrielle	T4-2012	-1,9	-3,2	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	10,5	9,8
		Prix à la consommation	T4-2012	0,2	1,5	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	Grèce	Produit intérieur brut	T1-2011	0,2	-5,5	Balance des comptes courants	T4-2012	-0,9	-5,9
		Production industrielle	T4-2012	-3,9	-0,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	26,4	20,6
		Prix à la consommation	T1-2013	-2,0	0,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	Hongrie	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,9	-2,8	Balance des comptes courants	T4-2012	0,6	0,2
		Production industrielle	T4-2012	-3,6	-4,6	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	11,0	10,9
		Prix à la consommation	T4-2012	0,4	5,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2012	7,9	6,7
	Irlande	Produit intérieur brut	T4-2012	0,0	0,0	Balance des comptes courants	T4-2012	2,4	1,1
		Production industrielle	T4-2012	-4,8	-7,7	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	14,3	15,0
		Prix à la consommation	T4-2012	-0,2	1,1	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	Islande	Produit intérieur brut	T4-2012	0,5	1,5	Balance des comptes courants	T4-2012	-0,1	-0,4
		Production industrielle	T3-2012	-3,2	-2,0	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	5,3	6,2
		Prix à la consommation	T1-2013	1,6	4,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	6,2	4,8
	Israël	Produit intérieur brut	T4-2012	0,6	2,6	Balance des comptes courants	T4-2012	0,1	-0,3
		Production industrielle	T4-2012	-3,0	4,9	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	6,8	5,4
		Prix à la consommation	T4-2012	-0,1	1,6	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	1,7	2,5
	Italie	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,9	-2,8	Balance des comptes courants	T4-2012	0,4	-11,3
		Production industrielle	T4-2012	-2,2	-6,6	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	11,2	9,2
		Prix à la consommation	T1-2013	0,4	1,9	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	Japon	Produit intérieur brut	T4-2012	0,0	0,4	Balance des comptes courants	T4-2012	7,8	20,9
		Production industrielle	T4-2012	-1,6	-6,5	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	4,2	4,5
		Prix à la consommation	T4-2012	-0,1	-0,2	Taux d'intérêt à trois mois	T4-2012	0,3	0,3
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T4-2012	1,6	1,6	Balance des comptes courants	T3-2012	0,6	1,0
		Production industrielle	T4-2012	0,7	-1,9	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	5,3	4,8
		Prix à la consommation	T1-2013	0,2	2,1	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0

			variation par rapport à			niveau			
			la période précédente	l'année précédente		valeur courante	même période année précédente		
	Mexique	Produit intérieur brut	T4-2012	0,8	3,3	Balance des comptes courants	T4-2012	-4,8	-0,6
		Production industrielle	T4-2012	-0,7	..	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	5,0	5,0
		Prix à la consommation	T1-2013	1,4	3,7	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	4,7	4,8
	Norvège	Produit intérieur brut	T4-2012	0,4	1,9	Balance des comptes courants	T2-2012	15,9	18,6
		Production industrielle	T4-2012	-1,3	-0,3	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	3,4	3,3
		Prix à la consommation	T4-2012	-1,2	1,2	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	1,9	2,6
	Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T4-2012	1,4	3,3	Balance des comptes courants	T3-2012	-2,0	-2,2
		Production industrielle	T3-2012	0,2	2,7	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	6,9	6,4
		Prix à la consommation	T3-2012	-0,2	0,9	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	2,7	2,7
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,4	-1,2	Balance des comptes courants	T4-2012	20,8	22,6
		Production industrielle	T4-2012	-0,2	1,1	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	5,6	4,9
		Prix à la consommation	T1-2013	0,7	3,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	Pologne	Produit intérieur brut	T4-2012	0,2	1,1	Balance des comptes courants	T3-2012	-3,2	-6,3
		Production industrielle	T4-2012	-0,5	-1,8	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	10,4	9,9
		Prix à la consommation	T4-2012	0,4	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	3,7	5,0
	Portugal	Produit intérieur brut	T4-2012	-1,8	-3,8	Balance des comptes courants	T4-2012	0,0	-1,9
		Production industrielle	T4-2012	-3,8	-4,0	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	17,0	14,1
		Prix à la consommation	T4-2012	0,5	2,0	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	République Slovaque	Produit intérieur brut	T4-2012	0,2	1,2	Balance des comptes courants	T3-2012	0,6	-0,7
		Production industrielle	T4-2012	-2,0	6,4	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	14,4	13,9
		Prix à la consommation	T4-2012	0,6	3,5	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	République Tchèque	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,2	-1,7	Balance des comptes courants	T4-2012	-1,7	-1,0
		Production industrielle	T4-2012	-2,7	-5,3	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	7,2	6,6
		Prix à la consommation	T4-2012	0,0	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,5	1,2
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,3	0,2	Balance des comptes courants	T3-2012	-20,3	-14,0
		Production industrielle	T4-2012	-2,1	-2,6	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	7,7	8,3
		Prix à la consommation	T4-2012	1,2	2,7	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,5	1,1
	Slovénie	Produit intérieur brut	T4-2012	-1,0	-2,8	Balance des comptes courants	T4-2012	2,1	1,7
		Production industrielle	T4-2012	-1,8	-1,6	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	9,4	8,6
		Prix à la consommation	T4-2012	0,9	2,6	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
	Suède	Produit intérieur brut	T4-2012	0,0	1,5	Balance des comptes courants	T4-2012	10,3	8,8
		Production industrielle	T4-2012	-1,7	-1,0	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	8,1	7,8
		Prix à la consommation	T4-2012	0,2	0,1	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	1,0	1,5
	Suisse	Produit intérieur brut	T4-2012	0,2	1,2	Balance des comptes courants	T3-2012	22,5	14,3
		Production industrielle	T4-2012	1,0	-1,4	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	4,4	4,0
		Prix à la consommation	T1-2013	-0,2	-0,4	Taux d'intérêt à trois mois	T4-2012	0,0	0,1
	Turquie	Produit intérieur brut	T4-2012	0,0	1,4	Balance des comptes courants	T4-2012	-10,3	-17,0
		Production industrielle	T4-2012	2,2	1,1	Taux de chômage harmonisé	T3-2012	8,3	8,2
		Prix à la consommation	T1-2013	2,5	7,2	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Zone euro	Produit intérieur brut	T4-2012	-0,6	-0,9	Balance des comptes courants	T3-2012	37,8	1,6
		Production industrielle	T4-2012	-2,1	-2,9	Taux de chômage harmonisé	T4-2012	11,8	10,6
		Prix à la consommation	T4-2012	..	2,3	Taux d'intérêt à trois mois	T1-2013	0,2	1,0
Non membres									
	Afrique du Sud ²	Produit intérieur brut	T4-2012	0,5	2,3	Balance des comptes courants	..	..	..
		Production industrielle	..	..	..	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	T4-2012	1,7	5,7	Taux d'intérêt à trois mois	Q1-2013	5,1	5,5
	Brésil ²	Produit intérieur brut	T4-2012	0,6	1,4	Balance des comptes courants	T3-2012	-10,5	-12,2
		Production industrielle	T4-2012	0,1	-0,2	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	T4-2012	1,8	5,6	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Chine ²	Produit intérieur brut	..	..	Balance des comptes courants	T3-2011	53,4	101,7	
		Production industrielle	..	..	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	T4-2012	0,6	2,1	Taux d'intérêt à trois mois	T4-2012	3,9	5,7
	Fédération de Russie ¹	Produit intérieur brut	T4-2012	1,8	2,4	Balance des comptes courants	T2-2012	22,7	23,4
		Production industrielle	T4-2012	-0,3	1,5	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	T4-2012	1,3	6,5	Taux d'intérêt à trois mois	T4-2012	7,5	7,1
	Inde ²	Produit intérieur brut	T4-2012	1,3	3,9	Balance des comptes courants	T2-2011	-14,2	-12,5
		Production industrielle	T4-2012	1,4	2,1	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	T4-2012	2,0	10,1	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Indonésie ²	Produit intérieur brut	T4-2012	1,5	6,1	Balance des comptes courants	T4-2011	-2,3	0,8
		Production industrielle	..	..	..	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	T1-2013	2,1	5,3	Taux d'intérêt à trois mois	T4-2012	5,7	7,0

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite basé sur différents indicateurs de l'activité économique, qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile, taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : 3 mois.

.. = données non disponibles.

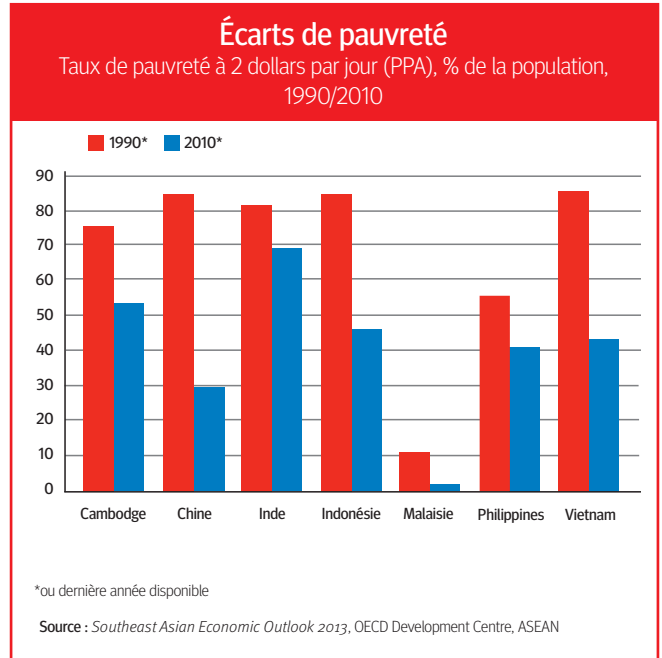
¹Candidat à l'adhésion à l'OCDE

²Programme d'engagement renforcé

Source : Principaux indicateurs économiques, avril 2013.

Écarts de pauvreté

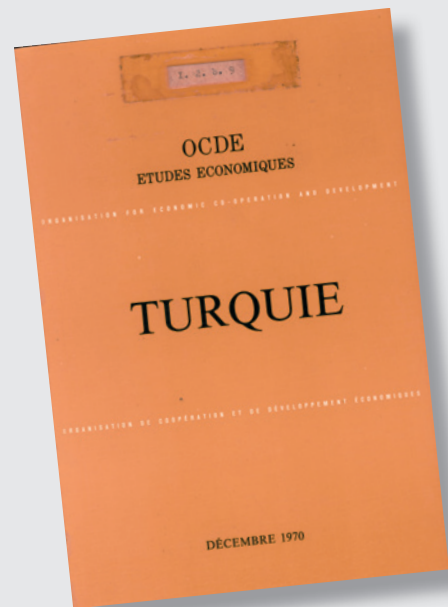
Est-on entrés dans le siècle de l'Asie ? La croissance et le progrès social y ont connu un essor enthousiasmant. Selon toutes les prévisions, ce dynamisme devrait se poursuivre au cours de cinq années à venir. Cependant, le *Southeast Asian Economic Outlook 2013* fait apparaître une ombre au tableau : le continent doit s'attaquer à la pauvreté et à d'importants écarts de développement. Comme le montre le graphique, les taux de pauvreté y ont énormément diminué depuis les années 90, mais restent alarmants, surtout par rapport au seuil généralement admis de 2 dollars par jour. En Chine, le taux de pauvreté avoisinait les 85 % en 1990, chutant sous les 30 % en 2008. Bien qu'élevé par rapport à la Malaisie (2,3 % en 2009) et la Thaïlande (4,6 %) par exemple, ce taux reste considérablement inférieur à celui du Cambodge, de l'Inde et de l'Indonésie. Plus d'investissement réduira assurément encore la pauvreté, même si, selon le rapport, il importe également d'adopter des mesures spécifiques dans ce domaine : valorisation des ressources humaines sur le marché du travail, élévation du niveau d'instruction, hausse des bas revenus, programmes de transfert d'argent, entre autres. Dans le cas des Philippines, où le recul de la pauvreté n'a pas été si prononcé au cours des 20 dernières années, les auteurs préconisent la création d'emplois et considèrent que le tourisme mondial y constitue un gisement à fort potentiel.



Un demi-siècle d'études économiques

La collection complète des Études économiques de l'OCDE par pays est désormais accessible sur OECD iLibrary.

Mises en ligne à l'occasion du 50^e anniversaire de l'OCDE, ces archives offrent un panorama historique unique des évolutions économiques dans les pays de l'OCDE depuis 1961.





Écoutez
ce que vos yeux vous disent.



INNOCEAN WORLDWIDE FRENCH / Auto's France 38 391 15 955 RCS Nanterre

OPTIMA HYBRID



Le Pouvoir de Surprendre

PARTENAIRE DU FORUM 2013 DE L'OCDE
PARTNER OF THE 2013 OECD FORUM

Aujourd'hui 4^e constructeur automobile mondial, Kia se devait d'être partenaire du Forum OCDE afin d'exposer son rôle social, économique et environnemental à travers le monde.

As the 4th worldwide car manufacturer, Kia had to be the partner of the OECD Forum to point out its social, economical and environmental role through out the world.



KIA, LE SEUL CONSTRUCTEUR À GARANTIR
TOUS SES MODÈLES 7 ANS ET À OFFRIER 7 ANS
DE MISES À JOUR DE LA CARTOGRAPHIE.



reddot design award
winner 2013



product design award
winner 2011



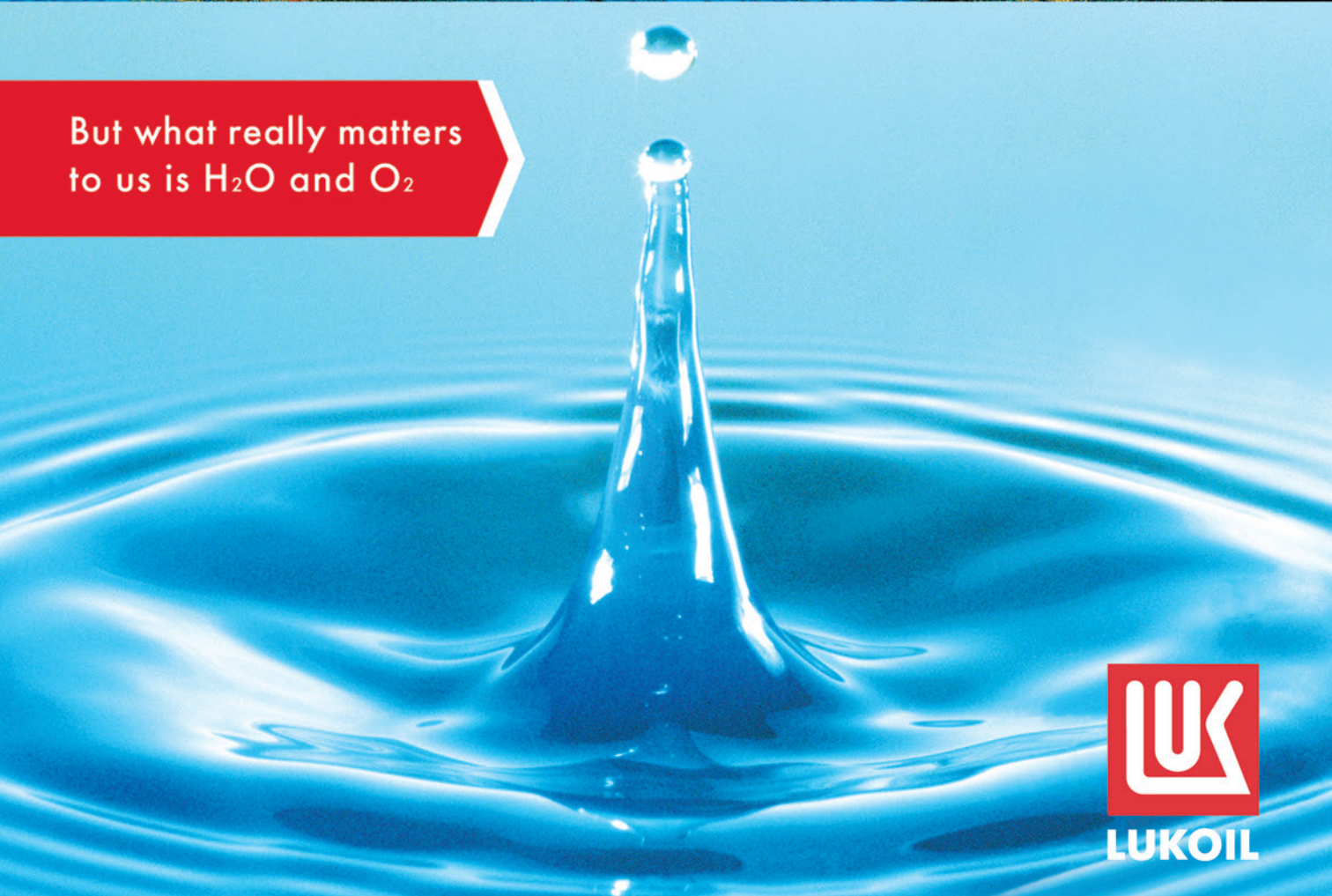
Consommation mixte et émissions de CO₂ de la nouvelle Kia Optima Hybrid : 5,4 L/100 km - 125 g/km.

* Garantie 7 ans ou 150 000 km (1^{er} des deux termes échus) valable pour tous les modèles Kia en France métropolitaine et Corse (hors DOM-TOM) et dans tous les Etats membres de l'UE ainsi qu'en Norvège, Suisse, Islande et à Gibraltar. Hors véhicules utilitaires et véhicules à usage commercial. ** Offre valable à compter du 1^{er} mars 2013 chez les distributeurs participants pour l'achat d'un véhicule Kia neuf équipé d'un terminal LG Navigation monté en usine par Kia. L'offre comprend la mise à jour annuelle de la cartographie du terminal, dans la limite de 6 mises à jour, par un réparateur agréé Kia et sous réserve de la disponibilité de ladite mise à jour. Voir conditions sur kia.com



ISO9001, ISO14001
and OHSAS18001 certified

But what really matters
to us is H₂O and O₂



LUKOIL